

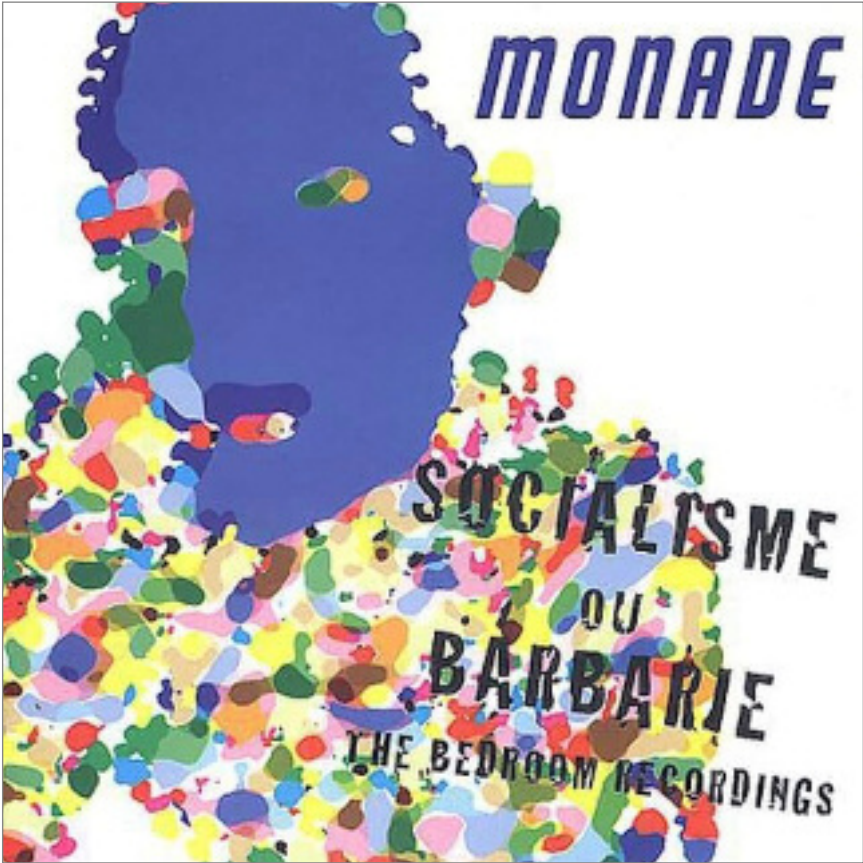


**LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE**  
*économique et social de la Libre Pensée*

n° 9 - déc 2024

**Que faire  
aujourd'hui ?**





## SOMMAIRE

- 5 • *Éditorial* par Christian Eyschen
- 11 • *Plein soutien à Céline Verzelletti*
- 13 • *Appel pour une Rencontre Nationale Militante*
- 17 • *La CGT à la croisée des chemins* par Clarisse Delalondre
- 23 • *Vive la crise ?* par Christian Mahieux
- 27 • *En 2023, le gouvernement a torpillé le pouvoir d'achat des plus pauvres*  
par Mathias Thépot de Médiapart
- 31 • *Démographie mondiale : quelques données* par l'Institut Diderot
- 35 • *La maldonne et le fantasme* par Nicolas Guyard
- 41 • *Le Prophète et le Prolétariat* par Christian Eyschen
- 47 • *La diversité contre l'égalité* par Walter Benn Michaëls
- 55 • *Communiqué de la CGT ESR*
- 59 • *Après l'élection de Donald J. Trump* par Philippe Besson
- 65 • *Le Socialisme par Auguste Bebel* présenté par Christian Eyschen
- Notes de lecture :
- 75 • *Hommage à Marc Blondel* par Christian Eyschen
- 81 • *Le pilori au Moyen Âge* d'Isabelle d'Artagnan par Christian Eyschen
- 85 • *Le Parrain rouge, Pierre Lambert, les vies secrètes d'un révolutionnaire*  
de François Bazin par Christian Eyschen
- 88 • *Bon de commande de l'Arguments À l'extrême-gauche du Père...*  
*Cléricalisme vs Socialisme*

BERNARD WICHT

# CE QUE L'UKRAÏNE NOUS DIT DE LA GUERRE QUI VIENT

Entretien réalisé par  
Laurent Schang et Slobodan Despot

libres

---

**QUE FAIRE AUJOURD'HUI ?**

À tout point de vue nous sommes dans une situation extraordinaire où tout est possible, le pire comme le meilleur. Jamais sans doute, et sans extrapoler à outrance, le dilemme « *Socialisme ou barbarie* » n'a été aussi vrai, tant sur le plan national qu'international.

La guerre qui a déjà commencé en Europe, la guerre qui va s'amplifier sur tous les plans entre la Chine et les USA, la guerre qui génocide le Peuple palestinien et détruit le Liban, la Guerre partout, tel est le lot quotidien. L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis ne peut qu'accélérer le processus de la montée à la généralisation de la guerre dans le monde. Dès 2021, la Libre Pensée écrivait, des mois avant l'ouverture du conflit entre l'Ukraine et la Russie, « *La Guerre qui vient* ». Les faits nous ont donné raison, malheureusement.

Nous ne nous sommes pas convertis à la divination, mais nous avons aussi écrit les premiers que « *le Gouvernement Barnier va mériter son surnom : il ne passera pas l'hiver* ». Nous y sommes. Tout est possible, le pire comme le meilleur. Nous avons aussi depuis longtemps pronostiqué qu'Emmanuel Macron sera contraint pour durer (c'est sa seule préoccupation) au compte du Capital notamment financier pour frapper et frapper encore, à recourir à un Coup d'État. Seuls la date et la forme sont encore inconnus à ce jour.

Romarc Godin ne dit pas autre chose quand il écrit dans *Médiapart* le 2 décembre 2024 : Du point de vue du capital, les choses deviennent fort claires. Puisque l'austérité sociale est la seule option acceptable pour lui et que la société n'en veut pas, il faut l'imposer malgré la société. Autrement dit, la seule politique possible devient une politique autoritaire.

La crise politique française actuelle traduit ce fait : la démocratie et le parlementarisme deviennent des entraves pour le capitalisme français. Bien sûr, ce phénomène n'est pas nouveau, il est le produit d'un long processus où, durant les deux quinquennats d'Emmanuel Macron, l'autoritarisme au service du Capital n'a cessé de croître. Mais en cette fin d'année 2024, plus aucun doute n'est permis.

Il y a alors deux issues possibles. Soit une suspension de fait des instances démocratiques comme cela a été le cas durant la crise de la dette de la zone euro dans plusieurs pays, entre 2010 et 2015. Dans ce cas, l'issue des élections est indifférente, la pression des marchés financiers conduit à un ralliement de fait des forces politiques autour de la politique désirée par le Capital. Un Gouvernement technique ou un gouvernement d'unité nationale peut assumer une telle option. Mais la gauche peut aussi jouer ce rôle si besoin comme en Grèce en 2015 ou au Sri Lanka aujourd'hui.

La deuxième option est celle de l'extrême-droite. Dans ce cas, l'austérité est dissimulée derrière une politique de répression à l'égard des minorités. Dans le contexte de «*jeu à somme nulle*» actuel, une partie du monde du travail peut alors se rallier à l'option voulue par le Capital pour le seul avantage de voir une partie de la société être plus mal traitée que lui.

Le contexte culturel et politique actuel fait de cette option une possibilité pour la France à laquelle une partie du Capital peut se rallier. Rappelons que, lors de la campagne des législatives au mois de juin, le Président du RN, Jordan Bardella, avait préparé le terrain avec son «*audit des finances publiques*» préalable à toute politique d'austérité sévère qu'il feint de rejeter aujourd'hui.



Le contexte français n'est pas isolé. Il confirme que la situation actuelle met fin à l'illusion que capitalisme et démocratie sont indissociables. Bien au contraire, l'enjeu désormais est de prendre conscience de l'impasse où mènent les intérêts du Capital pour saisir que la défense de l'État de droit et des libertés passe par une lutte envisageant une transformation économique et sociale profonde.

En clair, la rupture sur tous les plans et nous partageons ce constat et cette perspective.

### **ALORS OUI, QUE FAIRE AUJOURD'HUI ?**

La seule solution pour barrer la route à l'extrême-droite et au totalitarisme ne réside pas dans la seule unité du mouvement ouvrier, comme en 1934 en France ou en défaut de manque en 1933 en Allemagne. Si cette dimension est nécessaire, et si elle se transporte un peu sur le mouvement syndical, vu la crise de déconfiture de la «*gauche*», elle ne peut régler, à elle toute seule, le problème qui nous est posé. La situation étant totalement inédite, une pale réédition des solutions passées serait inefficace voire dangereuse.

Il faut redonner la parole au peuple par l'élection d'une Constituante souveraine qui déterminera quelles institutions il faut pour un *Gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple*. C'est pourquoi la Libre Pensée ne cesse de marteler que c'est la seule voie possible positive pour dénouer la crise politique qui ne pourra que s'amplifier.

C'est pour débattre de tous ces problèmes que nous avons avancé l'idée d'une Rencontre nationale militante, non pour décider de quoi que ce soit, mais pour débattre d'abord entre militants de différentes appartenances. Nous pensons profondément que toute la situation

tend vers cela. C'est pourquoi nous publions dans ce *Cahier n°9* cette proposition. À vous d'en juger.

Carrefour de toujours de rencontres de militants ouvriers, politiques, syndicaux, associatifs, laïques, la Libre Pensée se devait de proposer cette initiative, car nous sommes convaincus que cela aura lieu nécessairement. Il est donc hautement positif de le proposer aujourd'hui. Nous voyons de plus en plus que les anciennes barrières « organisationnelles » ne sont plus des obstacles à libre discussion entre militants.

Comment ne pas voir aussi que toutes les actions, initiatives, actions se font dans le prisme de l'unité et de l'union, c'est quasiment devenu incontournable pour entreprendre quoique ce soit. La division, le sectarisme, le repli sur soi n'est plus une option aujourd'hui pour agir réellement dans la situation actuelle.

Il reste bien encore quelques ilots de sectaires qui, pour se convaincre d'avoir raison, doivent prouver à toute force que les autres ont tort. Il y a là incontestablement une dimension religieuse très nette : ils sont le « *Bien* » et ils doivent donc marteler que les autres sont le « *Mal* » pour justifier par l'absurde leur existence. Leur avenir est inscrit dans le formol des bocaux où on les mettra pour montrer aux futures générations que de telles monstruosité ont existé, car personne alors ne voudra le croire.

De tels comportements sectaires de division vont à l'encontre de tout ce qui se passe dans la réalité, c'est pourquoi, ils ne peuvent avoir aucune prise sur les mouvements en cours qui agissent comme des forces telluriques. Les conséquences liberticides de la loi « *Séparatisme* » du 24 août 2021 amènent une situation totalement nouvelle pour toutes les organisations. Avant, c'était le cadre des lois de 1884 (syndicats), de 1901 (associations et partis politiques), 1905/1907 (cultes) qui régissaient leurs fonctionnements. Aujourd'hui il y a un glissement qui s'opère inéluctablement.

Par exemple, tout le monde est confronté à une question : quand vous n'avez pas de locaux pour vous réunir, si vous demandez une salle publique à une collectivité publique, vous devez dans la plupart des cas signer un Contrat d'engagement républicain qui vous engage à respecter et à promouvoir une idéologie d'État et des valeurs qui ne sont pas forcément les vôtres. Nous sommes véritablement face à un totalitarisme en marche.

C'est pourquoi nous constatons avec satisfaction que les anciens clivages de distinction des organisations tendent à disparaître sur un certain plan par la mise en place d'une « *certaine solidarité de salles* », les uns prêtant aux autres leurs salles de réunions en fonction des possibilités de locaux de chacun. Une fracture s'opère, selon le terme d'Auguste Comte, galvaudé par Charles Maurras ensuite, entre le pays légal et le pays réel.

---

Ne pas le faire, au nom de principes «*éthérés et de toute éternité*» serait en fait prêter la main à la loi «*Séparatisme*» et à l'idéologie d'État. Refuser l'élémentaire solidarité militante entre organisations participerait à cette œuvre liberticide qu'est la Macronie.

C'est «*l'underground militant*» qui se met en place. Comment ne pas constater que quelque chose de totalement nouveau se construit au fur et à mesure, en marge de tous les vieux schémas préétablis. S'il y a un rejet des Appareils et un profond dégoût pour leurs manœuvres qui, en empêchant une véritable mobilisation unie, apparaissent pour ce qu'elles sont réellement : un soutien au Capital et à la Macronie par le refus d'une véritable rupture qui est la seule solution, il n'y a aucun rejet des Organisations, qui restent le cadre normal et premier de la mobilisation des masses.

On peut même penser que cet «*underground militant*» va engager tôt ou tard une bataille pour la débureaucratiation des organisations pour les régénérer et les reconquérir en quelque sorte. Pour les plus anciens, nous avons tous lu cela dans les livres, cela s'appelait «*la lutte antibureaucratique*», et il se pourrait que l'Esprit devienne Matière, que la Lettre construise l'Action.

Face à l'oppression totalitaire et la répression pour faire accepter une idéologie d'État qui n'ose pas dire son nom (et toute idéologie d'État est totalitaire par essence et par nature), une solidarité et une résistance se constitue. Il ne s'agit pas de remettre en cause les Principes de la *Charte d'Amiens* (ils sont pour nous intangibles) à laquelle nous sommes tous attachés et que nous devons défendre dans ses fondements, mais de s'adapter à la nouvelle situation. D'un certain point de vue même, on serait alors là paradoxalement plus pleinement dans la «*double tâche*» que s'assignait la *Charte d'Amiens*. Indépendance n'a jamais voulu dire autonomie et mondes séparés.

Extrapolons au pire pour nous faire comprendre. Si demain, malheureusement, tous les militants étaient dans des camps, ne faudra-t-il pas alors mettre en œuvre une solidarité, une résistance, une coopération quelque soient les appartenances des uns et des autres ? Ou alors claironner à tue-tête : «*Casse-toi, t'es pas de ma bande*» ? Ce qui reviendrait à prêter la main aux totalitaires gardiens des camps.

Si on admet ce raisonnement, dans une situation «*exceptionnelle*», on peut l'admettre aussi, à notre avis, quand s'en dessine les prolégomènes. Ceci peut amener à passer des frontières étanches (qui ne le sont jamais vraiment). D'ailleurs, allons plus loin, le mythe de la «*Frontière*» aux USA, contrairement à ce que dit cet âne bête de Trump, est un appel incessant au dépassement, à aller plus loin et à la franchir pour découvrir de nouvelles contrées.

Nous publions dans ce *Cahier n° 9* l'Hommage à Marc Blondel qui a incarné ces différentes formes d'engagements militants qui ont culminé, en les synthétisant, quand il est devenu, pour notre plus grande satisfaction, Président de la Fédération nationale de la Libre Pensée. Il y a là, pour nous, matière à réflexion.

Évidemment, nous ne faisons qu'effleurer la question de la « *fausse indépendance* » qui mérite de longues explications et qui est souvent synonyme de capitulation pour ne pas participer au combat nécessaire pour engager une véritable rupture avec le système.

Et puisque nous en sommes là, et pour terminer sur une note optimiste, relisons Victor Hugo dans son roman *93*: « *Vous voulez le service militaire obligatoire. Contre qui ? Contre d'autres hommes. Moi, je ne veux pas de service militaire. Je veux la paix. Vous voulez les misérables secourus, moi je veux la misère supprimée. Vous voulez l'impôt proportionnel. Je ne veux point d'impôts du tout. Je veux la dépense commune réduite à sa plus simple expression et payée par la plus-value sociale.* »

Il faut « *d'abord supprimer les parasitismes ; le parasitisme du prêtre, le parasitisme du juge, le parasitisme du soldat. Ensuite, tirez parti de vos richesses ; vous jetez l'engrais à l'égout, jetez-le au sillon. Les trois-quarts du sol sont en friche, défrichez la France, supprimez les vaines pâtures ; partagez les terres communales. Que tout homme ait une terre, et que toute terre ait un homme. Vous centuplerez le produit social.* »

*La France, à cette heure, ne donne à ses paysans que quatre jours de viande par an ; bien cultivée, elle nourrirait trois cents millions d'hommes, toute l'Europe. Utilisez la nature, cette immense auxiliaire dédaignée. Faites travailler pour vous tous les souffles de vent, toutes les chutes d'eau, tous les effluves magnétiques.*

*Le globe a un réseau veineux souterrain ; il y a dans ce réseau une circulation prodigieuse d'eau, d'huile, de feu ; piquez la veine du globe, et faites jaillir cette eau pour vos fontaines, cette huile pour vos lampes, ce feu pour vos foyers. Réfléchissez au mouvement des vagues, au flux et reflux, au va-et-vient des marées. Qu'est-ce que l'océan ? Une énorme force perdue. Comme la terre est bête ! Ne pas employer l'océan.* »

Voici là un beau programme que pourrait mettre en œuvre une Constituante élue et souveraine.

Cela sera le mot de la fin.

Christian Eyschen



---

## **PLEIN SOUTIEN À CÉLINE VERZELLETI**

L'Observatoire social de la Fédération nationale de la Libre Pensée a été informé du communiqué de différentes structures de la CGT ci-dessous :

L'Observatoire social de la Libre Pensée étudie la *Question sociale* en liaison, notamment avec des militants syndicalistes de toutes appartenances, s'inscrivant dans la tradition de la *Charte d'Amiens* de 1906.

La Libre Pensée est aussi amenée à participer à des réunions et à des actions unitaires, en défense des Travailleurs immigrés et de Migrants, où elle rencontre souvent la camarade Céline Verzelletti qui y représente la Confédération Générale du Travail (CGT). Une grande convergence de vue et d'actions s'y manifeste sur la base de nos idéaux communs.

La Libre Pensée, dans ses différentes déterminations, condamne la répression accrue des violences policières d'État contre le Mouvement social sous toutes ses formes et contre toute forme de solidarité avec le Peuple Palestinien.

L'Observatoire social et la Libre Pensée apportent toute leur solidarité militante avec Céline Verzeletti, en butte à la répression dans le but de la faire taire et d'imposer un silence de plomb à tous ceux qui veulent défendre la Démocratie et les Droits des Travailleurs dans la diversité de leurs origines.

Informés par l'UFSE-CGT d'un rassemblement le 1<sup>er</sup> juillet 2024 à 13H devant le Tribunal d'Aix-en-Provence, lors du procès intenté à Céline Verzelletti, l'Observatoire social de la Libre Pensée et la Fédération nationale de la Libre Pensée appellent à y participer en masse.

**Solidarité totale avec Céline Verzelletti !**

Paris, le 29 mai 2024

*Christian Eyschen, Christian Mahieux, Daniel Shapira, Jean-Vincent Boudou*



---

## APPEL POUR UNE RENCONTRE NATIONALE MILITANTE

Chers camarades,

Le Comité général de la Libre Pensée du 14 septembre 2024 a décidé de prendre l'initiative de proposer la tenue d'une Rencontre Nationale Militante pour permettre à des militants laïques, associatifs, syndicalistes voire des Élus de se rencontrer et de débattre autour de questions qui se posent aujourd'hui à toutes celles et à tous ceux qui s'interrogent sur « Quoi faire et comment faire ? » pour avancer et faire progresser la Résistance à l'offensive généralisée de destruction de tous les acquis démocratiques et sociaux, et ce, à travers une question qui nous semble cadrer les choses :

**« Lutte de classes, où en es-tu ? »**

Comme il est indiqué dans le texte ci-dessous soumis à signatures pour lancer cette initiative, il ne s'agit pas de constituer quoique ce soit ou de s'ingérer dans les affaires des Organisations, notamment syndicales, démocratiques ou laïques, mais bien de réfléchir ensemble et de confronter les expériences militantes.

Nous souhaitons que vous contactiez différents types de militants pour les solliciter afin qu'ils appuient par leurs signatures cette initiative. Qui pourrait être contre le débat ?

Pourriez-vous recueillir des signatures dans votre milieu autour de vous, dans vos organisations et votre département pour que cette première liste d'Initiateurs soit largement complétée afin de la rendre publique prochainement.

Pouvez-vous envoyer les signatures à : [C.eyschen-VP@fnlp.fr](mailto:C.eyschen-VP@fnlp.fr)

Chacun comprendra l'importance et l'urgence d'une telle initiative à un moment où tout est sur la table et se discute. Nous n'avons pas encore prévu une date de Rencontre, car nous devons tenir compte des contingences de l'actualité politique, sociale et militante, mais nous estimons qu'il faudrait faire une première réunion dans le premier semestre 2025.

**Sous l'égide de l'Observatoire social de la Libre Pensée**

**La Rencontre nationale militante**

**« Lutte des classes, où en es-tu ? »**

**Bourse du Travail de Paris**

La Libre Pensée, consciente de sa place historique de carrefour de rencontre de militants de toutes origines et d'appartenances attachés au combat émancipateur de l'Humanité,

dans une action sociale et internationaliste, estime que la situation exige de renforcer le désir profond d'unité et de discussion sans barrière aucune entre toutes celles et tous ceux qui partagent cette volonté.

L'heure est grave et l'Histoire nous mord la nuque.

Mais en même temps, comme personne ne peut imposer ses conceptions à tous : tout est ouvert, tout est sur la table, tout est à discuter. La Libre Pensée a coutume de dire dans la période actuelle que nous sommes revenus en quelque sorte à 1848, où tout était en germe et qui a été un moment de forte impulsion pour tout ce qui allait advenir dans le mouvement ouvrier dans ses déterminations syndicales et politiques et aussi, parallèlement dans le mouvement démocratique et laïque.

Mais la situation d'aujourd'hui, appuyée sur toute l'Histoire accomplie, fait aussi qu'une gigantesque expérience s'est accumulée et qu'elle peut et doit servir pour aller plus vite, plus loin et plus haut dans la voie de la recherche des solutions à trouver et à mettre en œuvre.

Aussi, l'Observatoire social de la Libre Pensée propose une Rencontre nationale militante pour débattre de tout cela, cadrée par une question qui nous semble ordonner le tout : « *Lutte des classes, où en es-tu ?* »

Il ne s'agit pas d'adopter un *Manifeste* ou une *Déclaration*, de constituer une nouvelle structure ou un quelconque collectif. Nous estimons que ce dont ont besoin les militants aujourd'hui est de discuter, de débattre et de confronter. Et de la discussion démocratique surgira peut-être la Lumière de la compréhension des choses à faire et à défaire.

Ont décidé de s'associer à cette initiative :

**Première liste de militants acceptant de parrainer  
la Rencontre Nationale Militante**

- Argimon Anna, militante de la CGT-FO
- Besson Philippe, Libre Penseur et militant de la CGT
- Bitaud Christophe, militant anarcho-syndicaliste
- Boudou Jean-Vincent, militant de la CGT-FO
- Brun Patrice, Militant CGT et Libre Penseur
- Dauphiné Quentin, militant FSU et d'Émancipation
- Delaine Michèle, Libre Penseuse
- Delalondre Clarisse, militante de la CGT

- Denuit Clément, militant anarchiste
- Eyschen Christian, Libre Pensée
- Goussot Dominique, militant de la CGT-FO
- Guyard Nicolas, militant de la CGT-FO
- Halbutier Carole, militante CGT
- Hébert Patrick, militant de la CGT-FO
- Jean-Pierre Laborde, Libre Penseur
- Landron-Bureau Denise, militante de la CGT-FO
- Lortie Hélène, militante CGT
- Marc Audrey, militante de la FSU
- Onodi Marie, militante de la CGT-FO
- Pierre Jean-Sébastien, militant à FO-ESR à l'université
- Raynaud Jean-Marc, militant anarchiste
- Scheneckenburger Benoît, militant de la FSU
- Teyssier Daniel, militant de la CNT

Je soutiens cette initiative :

Nom : ..... Prénom : .....

Qualité : .....

Adresse : .....

.....

À retourner à :

[C.eyschen-VP@fnlp.fr](mailto:C.eyschen-VP@fnlp.fr) ou à

Observatoire Social de la Libre Pensée: 10/12, rue des Fossés-saint-Jacques 75005 Paris



---

## LA CGT À LA CROISÉE DES CHEMINS

Le 5 décembre, au lendemain de la censure qui a fait tomber le gouvernement illégitime de Barnier, toutes les Confédérations syndicales sans exception ont signé un communiqué de presse intersyndical. Ce communiqué intitulé « *Les urgences sociales doivent enfin trouver des réponses* » commence par : « *Après la censure par l'Assemblée Nationale du gouvernement de Michel Barnier, notre pays bascule une fois encore dans une période d'instabilité politique forte.* »

Pour plusieurs responsables confédéraux de différences centrales syndicales, que je ne citerai pas, il est certain que ce communiqué correspond en tout point à leur point de vue. Pour ma Confédération syndicale, la CGT, je suis très gênée. En effet, la CGT a appelé en juin dernier à voter pour le Nouveau Front Populaire aux élections législatives qui ont suivi la dissolution de l'Assemblée Nationale décidée par Macron.

De mon expérience personnelle, c'est la première fois que la CGT a appelé clairement à voter tout en précisant qu'il ne s'agissait pas d'appeler à voter pour un parti politique, mais pour une coalition qui devait permettre à la fois de battre l'extrême-droite et de voter pour un programme comportant des *revendications CGT-compatibles*, comme l'exigence d'abrogation de la contre-réforme des retraites de Macron et Borne.

Les débats se sont menés dans toutes les instances de la CGT, tant au niveau confédéral, que dans les Fédérations ou Unions Départementales, et dans les syndicats : l'accord pour appeler à voter NFP a été très très largement majoritaire. Et j'ai le sentiment que cet appel de la CGT a voté à jouer un rôle dans le résultat qui a fait que le NFP a eu le plus grand nombre de députés.



D'autres Confédérations au nom de la *Charte d'Amiens* ou pas, n'ont pas appelé à voter au nom de « *l'indépendance des syndicats* ». Ce n'est pas mon point de vue, et j'ai fait état de mon total soutien à cet appel à voter. Il est nécessaire de préciser que jamais les syndicats ne sont neutres politiquement. Par exemple quand ils ont combattu la contre-réforme des retraites, « *la mère des réformes* » disait Macron au début de son mandat. C'est bien la politique menée par un gouvernement qui s'oppose aux droits et acquis des salariés qui est en jeu. La question de l'indépendance des partis et des syndicats n'a rien à voir avec une « *neutralité* » dangereuse dans la période actuelle.

Pour en revenir à la CGT, rappelons qu'elle a également participé et appelé à participer aux manifestations du 18 juillet dernier en indiquant à mon avis à juste titre : « *le 18 juillet : pression populaire et citoyenne pour que le résultat des élections soit respecté. (...) Le Président doit entendre le résultat des urnes et demander à la force politique qui est arrivée en tête de désigner un·e premier·e ministre (...) La nouvelle majorité Front populaire est dans la capacité de gouverner* ».

Revenons au communiqué commun de toutes les Confédérations du 5 décembre. Tout d'abord, visiblement il ne semble pas connu par les militants, les responsables des confédérations en ont-ils eu honte ?

En effet, je suis donc très gênée d'y lire : « *Après la censure par l'Assemblée Nationale du gouvernement de Michel Barnier, notre pays bascule une fois encore dans une période d'instabilité politique forte.* » Qu'est-ce que cela veut dire : il ne fallait pas de censure ? Les députés du NFP ont-ils eu tort de déposer la motion de censure contre le gouvernement Barnier ?

Plus loin : « *Pour répondre à ces exigences sociales, démocratie sociale et démocratie parlementaire doivent retrouver pleinement leur rôle, en bonne intelligence.* » En bonne intelligence ! ?

N'est-ce pas avec beaucoup d'intelligence et surtout dans le respect de la volonté des salariés et de la population que les députés du NFP ont déposé et voté la motion de censure contre le gouvernement illégitime de Barnier ? Ce gouvernement heureusement démissionné s'apprêtait à faire passer un budget d'austérité meurtrier pour les services publics, la sécurité sociale, pour les retraités, les salariés, la jeunesse ! Une des conséquences immédiates est la revalorisation des pensions qui aura bien lieu en janvier. Barnier censuré donne un répit bienvenu aux salariés et à la population, et c'est Macron qui, en le nommant, est responsable de la situation. La censure, c'est l'exigence du respect du vote et de la démocratie que Macron a dénié.

Pour finir, ce communiqué se termine par l'appel sous forme de supplique à Macron pour « sauver l'intérêt général » : « Nos organisations appellent le Chef de l'État et l'ensemble des acteurs à faire primer l'intérêt général sur leurs intérêts individuels ou partisans de court terme. » L'intérêt général : c'est quoi ? L'intérêt des patrons, celui des salariés ? Il n'y a pas d'intérêt général !

L'abrogation de la réforme des retraites ne procède pas de « l'intérêt général », mais de l'intérêt des travailleurs et donc de celui de la classe ouvrière. Et ce n'est pas Macron qui va y répondre : le 49.3 passé en force par la ministre Borne en 2023 en est la preuve.

Ce communiqué commun est donc pour le moins problématique et dans tous les cas ne correspond pas la position prise par la CGT en juin dernier à faire voter puis à faire respecter le vote pour le NFP.

Ce communiqué visiblement ne semble pas connu par les militants, les responsables confédérations en ont-ils eu honte ?

Ceci dit, des signes avant-coureurs de ce revirement de la direction confédérale de la CGT avaient été notables dès la fin août. Le 19 août, le Bureau confédéral avait pris position contre la participation de la CGT à la manifestation du 7 septembre contre « le coup de force de Macron » et pour le respect du vote et de la démocratie.



Plus de 150 rassemblements ont été organisés dans tout le pays et ces appels ont été réitérés après la nomination de Michel Barnier.

La décision du Bureau Confédéral de la CGT a conduit à la décision du CCN du 28 et 29 août, qui dans son appel a néanmoins indiqué : « Les forces politiques ont pris leurs responsabilités en appelant au 7 septembre ; ce qui permettra au monde du travail de se mobiliser dans un cadre citoyen pour dénoncer le coup de force d'Emmanuel Macron. » Cette formule indiquait clairement que cette position ne faisait pas consensus. Plusieurs Fédérations (Santé, Services publics notamment) ont appelé leurs adhérents à participer à cette manifestation. Beaucoup de *CGTistes* n'ont pas compris pourquoi après avoir appelé à voter, la Confédération ne mobilisait pas le 7 septembre alors même que le 18 juillet Sophie Binet participait Place de la République à Paris à un rassemblement pour exiger le respect du vote des électeurs.

L'argument donné par les dirigeants de la Confédération pour ne pas participer aux manifestations du 7 septembre, était qu'elle était trop politique! Et que la CGT s'orientait vers une manifestation le 1<sup>er</sup> octobre.

Le soir du 1<sup>er</sup> octobre et de la manifestation de la CGT, un communiqué confédéral sortait, son titre: « *la mobilisation paye* ». Trois mois après que la CGT ait exigé le respect du vote et la nomination d'un 1<sup>er</sup> ministre NFP, ce communiqué a beaucoup surpris, mais surtout son contenu a suscité de très nombreuses critiques dans les syndicats, notamment par le fait que ce communiqué légitimait ce gouvernement Barnier: « *La mobilisation a forcé le Premier ministre à reconnaître l'échec de la politique économique sociale et environnementale d'Emmanuel Macron et à annoncer: l'augmentation du SMIC de 2%, au 1<sup>er</sup> novembre, et la remise en cause d'une partie des exonérations de cotisations sociales en reconnaissant qu'elles représentent des trappes à bas salaire. (...)* »

*Le Premier ministre a également effectué un recadrage salutaire de son ministre de l'Intérieur en rappelant son attachement à l'État de droit et son intransigeance face au racisme et à l'antisémitisme. Cela doit maintenant se traduire en actes concrets pour faire reculer l'extrême-droite et ses idées.»*

L'augmentation du SMIC ne correspondait à rien ou seulement à une avance de deux petits mois (de novembre à la place de janvier) sur cette revalorisation qui devait de toute façon être active en janvier. Rappelons en revanche, que le 2 octobre, Barnier annonçait le report de six mois de la revalorisation des pensions, pour faire une économie de plusieurs milliards.

Quant au recadrage de Retailleau, n'aurait-il pas fallu aussi préciser que Barnier avait aussi « *recadré* » son ministre Antoine Armand, car il « *avait affirmé que sa porte serait ouverte à tous les partis, "pour peu qu'ils soient dans l'arc républicain", excluant de fait le RN.* » (Le Monde du 24 septembre)



C'est aussi avec beaucoup de surprise que nous avons lu que ce communiqué CGT se félicitait de « *l'ouverture d'un chantier pour "corriger la réforme des retraites" (qui) constitue après 18 mois de déni et de passage en force présidentiel, une première reconnaissance de la violence de cette réforme. La CGT appelle le Premier ministre à abroger la réforme et à organiser une conférence de financement de nos retraites.* »

Une conférence de financement avec Barnier? Mais ce qui était à l'époque abroger la réforme ET la conférence de financement devient aujourd'hui uniquement une conférence



de financement, comme l'a dit Sophie Binet sur *France-Info* le 9 décembre : « nous sommes disponibles » pour une conférence de financement sur la réforme des retraites, « en réponse [à la proposition d'Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste](#) ».

Or, c'est une question majeure et une des lignes rouges infranchissable pour les syndicats. Elle a pourtant été au cœur des « tractations » entre les organisations politiques qui ont fait pendant une semaine des simagrées laissant penser qu'ils pouvaient faire un gouvernement de coalition avec Macron. Tout ça pour se retrouver *Gros-Jean-comme-devant* le 13 décembre.

À l'heure où l'éclatement du NFP est à l'ordre du jour, la Confédération CGT est à la croisée des chemins, et ce sera : soit aller discuter et travailler avec Macron, soit rester avec le NFP.

*Clarisse Delalondre*



---

## VIVE LA CRISE ?

Difficile de ne pas le constater: nous vivons une crise institutionnelle, la fin d'une époque, pour ne pas dire la fin d'une période historique, car ce serait alors sujet à discussion... intellectuellement passionnante, mais sans objet par rapport à ce que je veux développer ici.

Ce que j'entends par « *crise* », « *fin d'une époque* », c'est ce que chacun et chacune constate ici, en France, à propos de ce qu'il est convenu d'appeler « *la vie politique* » alors qu'il ne s'agit bien souvent que de la vie des partis politiques et des institutions sur lesquelles repose la république bourgeoise. République de la bourgeoisie, directement issue du massacre des Communeux et Communeuses en 1871. Ce n'est pas nouveau, mais c'est aujourd'hui à son paroxysme: il y a deux mondes; celui du peuple des cités et des campagnes qui survit malgré le chômage, la précarité, les discriminations, l'exploitation, et celui des « *politiques* » qui s'agitent pour exister médiatiquement, en sachant que la solution, la rupture, ne viendront pas de l'Assemblée (ni du Sénat!) ni du Premier ministre ou du Président. Si ce sont les masses qui font l'histoire, sans doute vaut-il mieux regarder ailleurs.

Vers celles et ceux qui se battent dans leurs villages pour qu'une école demeure, pour que des transports collectifs subsistent, pour que la vie en société soit possible. Vers celles et ceux qui bossent chez Décathlon et se révoltent quand les patrons annoncent 2000 licenciements et un milliard de dividende donné aux actionnaires du groupe propriétaire, Auchan. Vers celles et ceux qui luttent dans le secteur ferroviaire, pour défendre leurs emplois, leurs conditions de travail, leurs droits, mais aussi la possibilité d'un transport de marchandises extrêmement plus écologique et sûr que par la route et d'un transport de voyageurs et voyageuses répondant aux besoins quotidiens des travailleurs et des travailleuses. Vers celles et ceux qui sont la masse qui font l'histoire.

Des îlots de résistance existent. Faisons-les connaître, essayons de les coordonner sans vouloir les fondre dans un projet imposé, appuyons-nous dessus pour inventer et construire l'avenir.

Ce que j'entends par « *crise* », « *fin d'une époque* », c'est ce qui touche le système capitaliste lui-même. Le « *libéralisme* », le « *néo-libéralisme* » ne lui suffisent plus; nous sommes à l'heure des « *libertariens* ». Depuis des dizaines d'années, nous avons laissé les capitalistes, les ennemis de la liberté, prendre le nom de « *libéraux* »; le terme est positif et cela pèse dans la bataille culturelle. Allons-nous faire de même en banalisant le qualificatif de « *libertariens* » pour des personnes pour qui la liberté est uniquement celle d'écraser les autres pour disposer de plus de pouvoir et plus d'argent?

Pour survivre, si ce n'est se développer, le capitalisme fait aujourd'hui le choix d'un autoritarisme renforcé ; fascisme, néo-fascisme, là encore la discussion sur la caractérisation n'est pas négligeable, mais elle n'est pas essentielle. Ce dont on parle, ce sont les régimes qu'incarnent Trump/Musk, Milei. Mais aussi Poutine et Xi Jinping. Ces politiques autoritaires nous les connaissons aussi en France. Le capitalisme en a besoin ; il est vain d'espérer un retour en arrière, un meilleur respect des règles antérieures ; car il n'y avait pas, il n'y a pas, « des règles », mais un état du rapport de force. C'est cela qui a changé. L'enjeu est donc là. *Socialisme ou barbarie*, voilà qui n'est pas neuf, mais qui pourrait bien être d'une grande actualité.

Les attaques antisociales et celles envers les libertés sont nécessaires au capitalisme pour durer. S'y affronter efficacement nécessite d'assimiler cela dans nos choix d'organisation, de revendications, de luttes... Le travail est au cœur du processus. Il ne s'agit pas seulement de reconstituer la force productive ; il y a une aspiration forte à être reconnu comme individu au sein du collectif. Les deux bouts sont importants : l'individu et le collectif. Or, dans le mouvement ouvrier l'individu a souvent été mis de côté ; effet boomerang, des mouvements sociaux le mettent aujourd'hui (trop ?) en avant, au risque de marginaliser le collectif. Ce n'est pas pour rien que le capitalisme s'applique depuis des décennies à détruire les collectifs de travail, et il faut se battre pour les maintenir, les réinventer ; mais l'individu ne peut y disparaître. Cette négation, cette ignorance de l'individu c'est ce que construit la démocratie bourgeoise et son système : donne ta voix et on s'occupe de tout.

Ça ne marche pas, ça ne marche plus.

*Christian Mahieux*

## ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE

L'association de bienfaisance de la libre pensée,  
que vous soyez libre penseur ou pas,  
apporte des aides individuelles :

Votre conjoint est en EHPAD ou bénéficie d'un Plan d'Aide à Domicile,  
Entraide et Solidarité peut vous aider, chaque mois, pour le reste à charge.

Entraide et Solidarité peut verser une bourse d'étude.

Le reste à charge pour une prothèse dentaire, des lunettes est trop élevé, ...,  
Entraide et Solidarité peut vous aider à faire face.

Entraide et Solidarité aide également des associations :

Comme Tadamoun Wa Tanmia qui scolarise ensemble des enfants libanais, syriens et palestiniens déplacés ou comme l'Union des Juifs Français pour la Paix (UJFP) qui apporte une aide quotidienne aux Gazaouis affamés et écrasés sous les bombes.

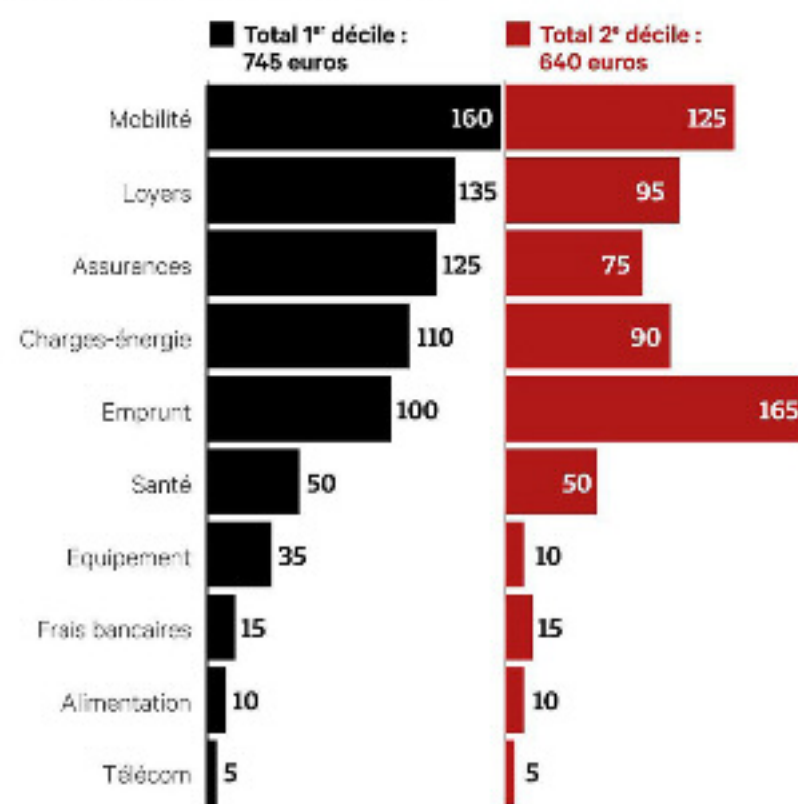
POUR PERMETTRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ D'AGIR AIDEZ-LA  
DEVENEZ BIENFAITEUR

En allant sur notre site : <https://www.entraideetsolidaritelibrespenseurs.org>

Les demandes, de mandat pour devenir bienfaiteur, d'aide, de conseil, de renseignements sont à adresser à [contact@entraideetsolidaritelibrespenseurs.org](mailto:contact@entraideetsolidaritelibrespenseurs.org)

## Le renchérissement des biens et services pour les ménages les plus pauvres

Selon le décile de niveau de vie, en 2023



SOURCE : ACTION TANK ENTREPRISE & PAUVRETÉ AVEC LE BOG

---

## EN 2023, LE GOUVERNEMENT A TORPILLÉ LE POUVOIR D'ACHAT DES PLUS PAUVRES

ARTICLE MEDIAPART

Une étude de l'Insee montre les impacts délétères, sur le niveau de vie des plus modestes, de la fin des mesures exceptionnelles de soutien au pouvoir d'achat mises en place depuis la crise sanitaire. Les plus riches, eux, s'en sont très bien sortis.

La politique économique du gouvernement a été particulièrement anti-sociale en 2023. C'est la conclusion que l'on peut tirer d'un rapport de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), publié le 21 novembre, dédié à l'impact des mesures sociofiscales sur le niveau de vie des ménages en 2023. Lors de cet exercice, analyse l'Insee, le gouvernement a baissé ses soutiens budgétaires à destination des ménages de 2,2 milliards d'euros, soit une perte moyenne de 50 euros par personne sur l'année.

Mais cette perte moyenne de pouvoir d'achat masque d'impressionnantes disparités entre les personnes pauvres et les personnes riches. En effet, l'année 2023 a été marquée par l'arrêt des mesures dites « exceptionnelles » d'aides au pouvoir d'achat ciblées sur les personnes les plus démunies pour lutter contre l'inflation. On entend par là la fin de l'indemnité inflation, la fin du bonus du chèque énergie, la fin de la prime exceptionnelle de rentrée, ainsi qu'une revalorisation partielle de plusieurs minima sociaux par comparaison avec 2022.

L'effet combiné de ces mesures d'austérité a affecté les 10 % des personnes plus pauvres à hauteur de 290 euros, soit une baisse de leur niveau de vie de 2,7 % en moyenne en 2023. Or, à l'inverse, les plus riches ont vu leur niveau de vie... augmenter, grâce aux mesures sociofiscales instaurées par le gouvernement en 2023. Ils ont en effet pu bénéficier de la suppression de la dernière tranche de la taxe d'habitation, qui a notamment permis aux 10 % les plus aisés de gagner 280 euros en moyenne sur l'année, soit une hausse de 0,4 % de leur niveau de vie.

Certes, les plus pauvres avaient déjà bénéficié les années précédentes de cette suppression de la taxe d'habitation, qui s'est étalée de 2018 à 2023, mais globalement ils sont bien moins gagnants : en cinq ans, les 10 % les plus pauvres ont gagné 80 euros grâce à la suppression de la taxe d'habitation quand les 10 % les plus riches ont gagné 870 euros, soit plus de dix fois plus. Cela est dû au fait que les plus aisés vivent dans des logements plus grands et que les plus démunis bénéficiaient déjà d'allègements sur la taxe d'habitation avant sa suppression.

Bref, en 2023, les mesures du gouvernement ont rendu les plus riches plus riches, et les plus pauvres plus pauvres. L'Insee ne dit pas le contraire : « *Les mesures sociofiscales de*

*2023 contribuent à accroître les inégalités», estime l'institut, qui ajoute que « les nouvelles mesures sociofiscales et la fin des mesures exceptionnelles de 2022 induisent une hausse du taux de pauvreté monétaire de 0,6 point, quasi exclusivement du fait de l'absence de reconduction des mesures exceptionnelles mises en place en 2022».*

Un constat inquiétant qui vient corroborer les chiffres d'Eurostat cités dans *Le Monde*, qui montrent qu'entre 2015 et 2023, la France est le seul pays européen à avoir vu son taux de pauvreté fortement augmenter, de 13,6% à 15,4%.

### **L'inflation pas compensée**

Une autre partie intéressante du rapport de l'Insee tente de déterminer dans quelle mesure la hausse des revenus des ménages, transferts sociofiscaux compris, a pu, à consommation inchangée, absorber la forte inflation de 2023, qui s'est établie à 4,9%.

Pour calculer l'évolution globale des revenus par rapport à 2022, l'Insee comptabilise l'évolution des salaires, des revenus du patrimoine, des pensions de retraite, des allocations chômage, des indemnités d'arrêt maladie et de maternité, et des transferts sociofiscaux.

Et là aussi, on découvre que les plus aisés ont bien mieux absorbé l'inflation que les plus démunis en 2023 : l'évolution moyenne des revenus des 10% les plus pauvres n'a ainsi pu compenser que 28% de la hausse de leurs dépenses additionnelles dues à l'inflation, quand les 10% les plus riches ont vu leurs revenus globaux grimper de 40% de plus que ce que leur a coûté la hausse des prix à panier de consommation constant.

Plus globalement, on constate que seuls les 30% les plus riches ont, en moyenne, vu leurs revenus grimper plus que leurs dépenses additionnelles dues à l'inflation. Et donc que 70% de la population a perdu en termes de pouvoir d'achat.

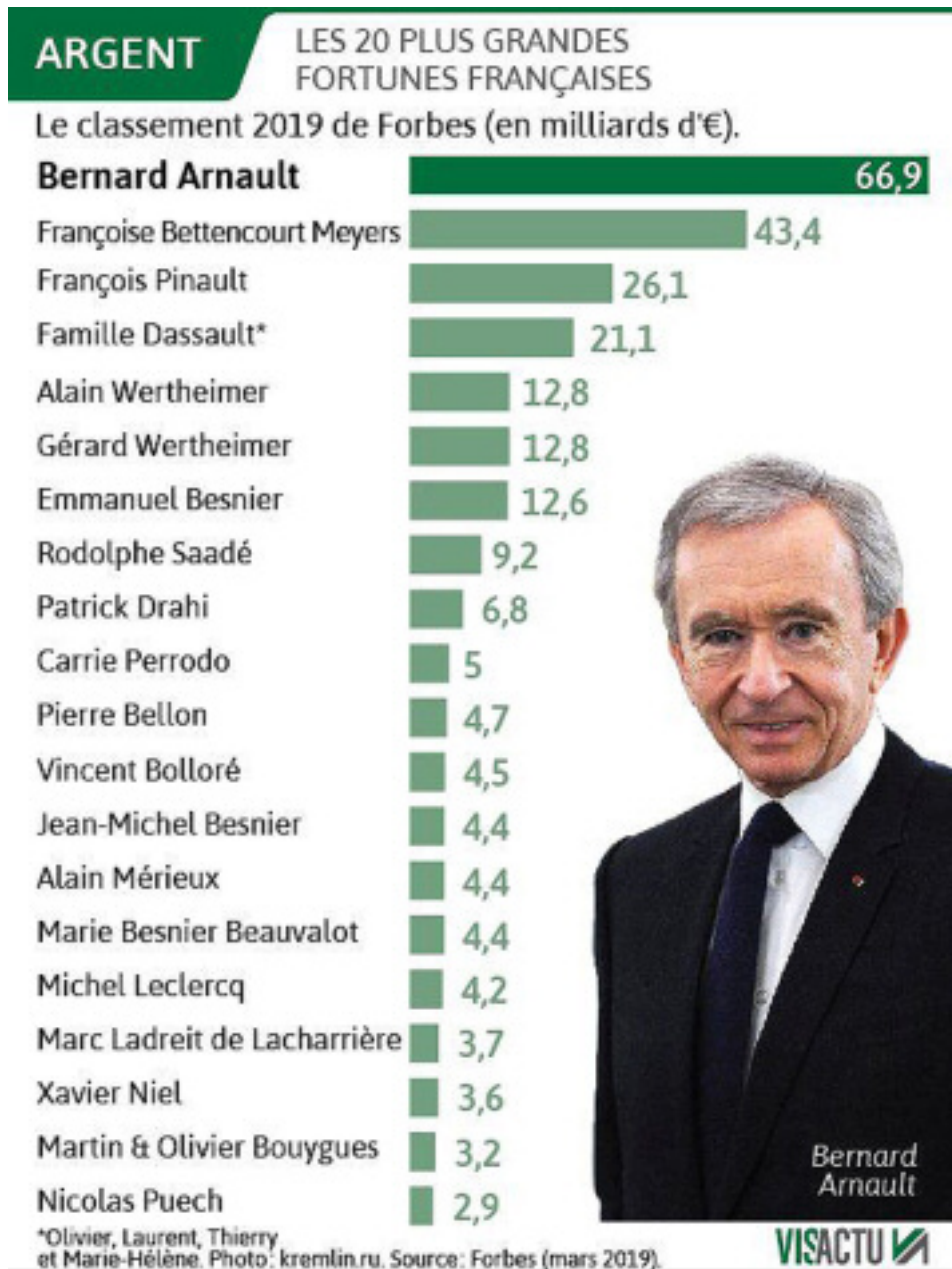
Les familles monoparentales ont été les plus touchées : la part de leurs dépenses additionnelles liées à l'inflation n'a été couverte qu'aux deux tiers par la hausse globale de leurs revenus en 2023. À l'inverse, les couples sans enfant et avec enfant ont en moyenne vu leurs revenus grimper plus que leurs dépenses supplémentaires liées à la hausse des prix.

On peut donc dire qu'en 2023, l'État et le modèle social français ont insuffisamment joué leur rôle de compensation des inégalités créées par le libre marché. C'est là une conséquence concrète de la politique de l'offre de l'exécutif macroniste qui, ne voulant surtout pas déroger à ses baisses d'impôts sur les entreprises et les plus riches, a préféré couper dans les dépenses sociales et ses soutiens au pouvoir d'achat pour rééquilibrer les comptes publics.

Le pire, c'est qu'au-delà de son caractère socialement injuste, cette stratégie a été un échec cuisant sur le terrain budgétaire. Car le déficit public a complètement dérapé cette année-là : de 4,9% initialement prévu, il s'est finalement établi à 5,5% du PIB en 2023. Ce, à cause d'une chute non prévue de plus de 20 milliards d'euros des rentrées fiscales provenant des entreprises et de la consommation. Preuve que la seule baisse des dépenses publiques n'est pas la solution miracle pour remettre les comptes publics d'équerre.

21 novembre 2024 à 19h44

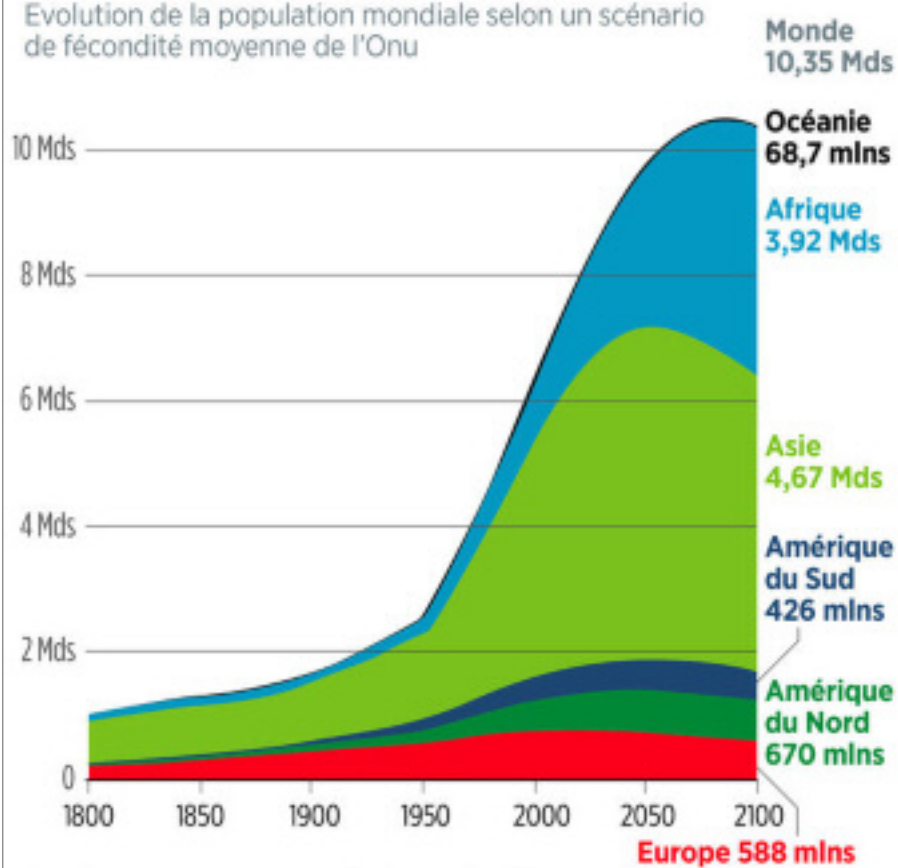
Mathias Thiépot  
pour Mediapart



## La population par continent



Evolution de la population mondiale selon un scénario de fécondité moyenne de l'Onu



SOURCES : ONU WORLDINDATA. L'ESPANOGRAPHIE. 14/11/2022.

---

## DÉMOGRAPHIE MONDIALE : QUELQUES DONNÉES

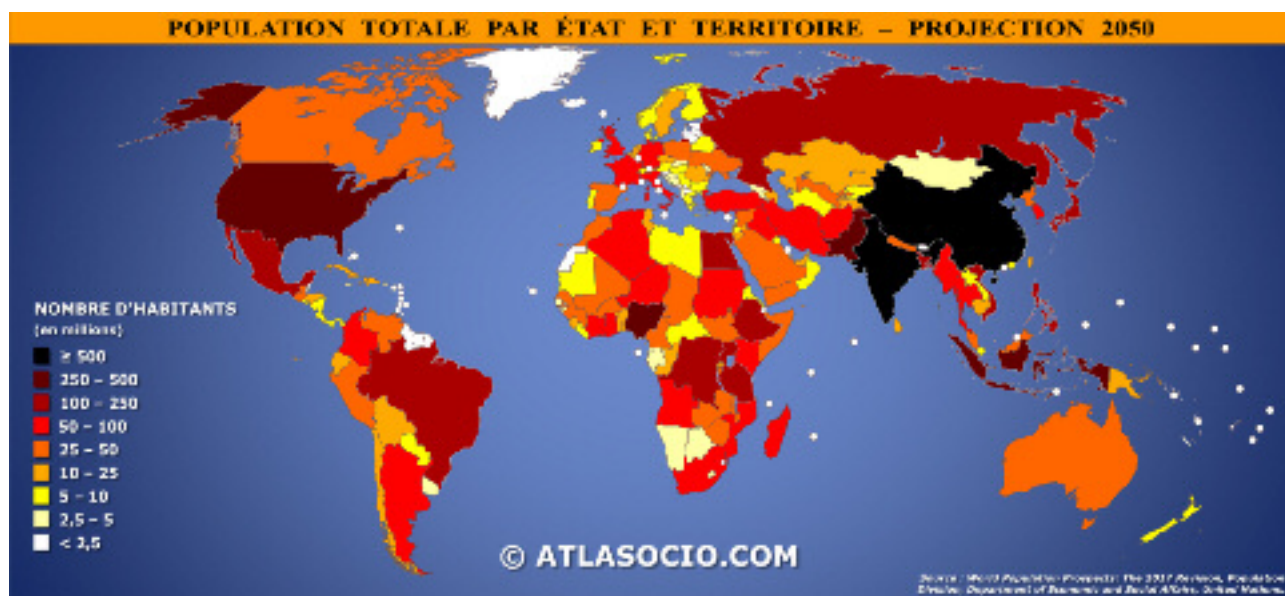
Ces informations sont issues des *Carnets* de l'Institut Diderot reproduisant une conférence de Bruno Tertrais sur « *Choc démographique et choc des empires. Quel monde en 2050 ?* ». Il nous a semblé intéressant de les reproduire – sans commentaire – pour les militants qui lisent nos *Cahiers*.

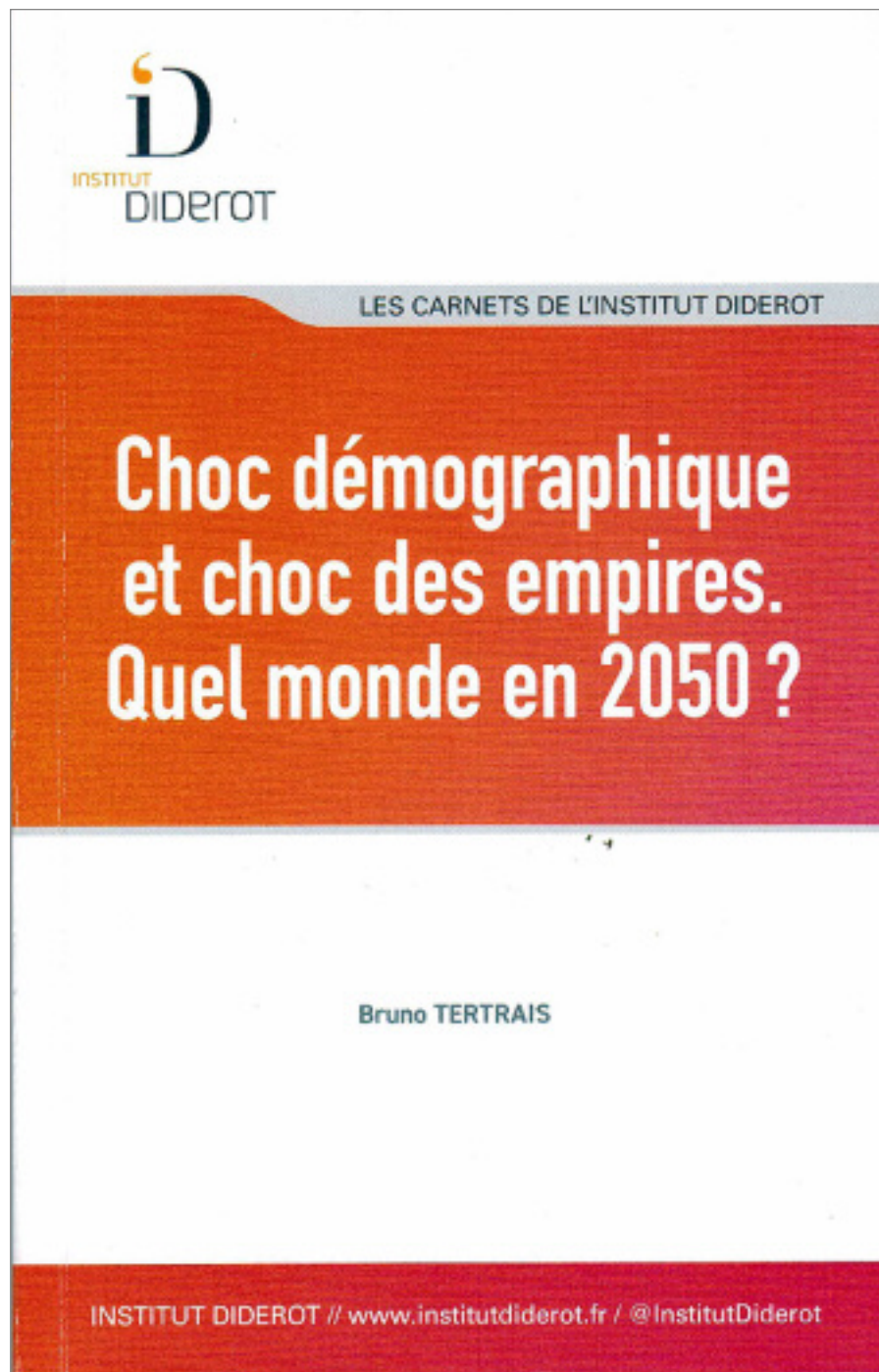
- C'est la première fois, à l'échelle du monde, que les urbains sont plus nombreux que les ruraux, que les plus de 65 ans sont plus nombreux que les moins de 5 ans, et surtout que la « *transition démographique* » se généralise et s'accélère à ce point. L'indice de fécondité, qui était de 5 enfants par femme en 1960, sera probablement de 2,1 dans quelques années, avant, selon toute vraisemblance de continuer à décroître, au point que c'est désormais « *l'implosion démographique* » (c'est-à-dire une baisse de la population mondiale) qui menace, et non plus « *l'explosion démographique* » que l'on redoutait depuis des décennies.
- Moins on fait d'enfants, plus la population vieillit; et plus la population vieillit, moins elle fait d'enfants. Si bien que nul ne peut savoir si cette « *humanité décroissante* » pourra un jour redevenir une « *humanité croissante* ».
- D'autre part, bientôt, d'ici quelques années, la moyenne mondiale de la fécondité va atteindre le seuil de renouvellement, c'est-à-dire à peine supérieur à 2, ce qui signifie qu'à partir de ce moment, la population mondiale ne peut que se reproduire et n'augmentera plus numériquement... Il y a en effet une corrélation très forte entre la modernisation des sociétés et la baisse de la fécondité.
- Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, moins de la moitié de la population mondiale vivait en zone urbaine (6,9 milliards aujourd'hui). En 2050, ce sera les deux tiers. Cela se traduira notamment par une croissance vertigineuse des mégalopoles asiatiques et africaines, dont celles situées en zone côtière qui devront s'adapter à la montée du niveau de la mer. Celle-ci frappera notamment les zones d'urbanisation excessive et anarchique, avec pour conséquence l'affaissement de ces villes, un phénomène que l'on appelle la « *subsidence* ». Autrement dit, le problème sera autant la « *baisse du niveau de la terre* » que la « *hausse du niveau de la mer* ».
- La décroissance démographique a un impact direct sur l'économie du fait de la réduction de la population active et, le cas échéant, de la dégradation du ratio entre « *actifs* » et « *dépendants* ». Plusieurs pays développés vont perdre plus de 20 % de leur population active d'ici 2050: la Corée-du-Sud, mais aussi l'Espagne, le Japon, la Pologne et la Chine... L'Europe, qui est déjà en dépopulation, devrait entrer en « *dépeuplement* » à

partir de 2026... L'Europe devrait compter environ 448 millions d'habitants en 2050, comme en 2022. L'Afrique sera quatre fois plus peuplée que l'Europe alors que les deux continents avaient la même population en 1960.

- En 2020, selon l'ONU – ce sont les derniers chiffres disponibles – nous avons 281 millions d'émigrants dans le monde, soit 3,6% de la population mondiale, pour les deux tiers des migrants « *de travail* ». C'était 2,3% en 1970. Une augmentation significative, mais pas exceptionnelle. Il y a 5 à 6 millions de nouveaux migrants par an vers les pays de l'OCDE... La Banque mondiale évoque le chiffre de 216 millions de déplacés dans leur propre pays en 2050, notamment en Afrique subsaharienne avec 86 millions.

Carnets de l'Institut Diderot







P. LUIGI TAPARELLI D'AZEGLIO

---

## LA MALDONNE ET LE FANTASME

Il y a déjà quelque temps qu'un regain d'intérêt pour un jésuite italien de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – par la multiplication tant d'articles que d'ouvrages – a pu gagner une certaine visibilité par-delà les cercles consacrés traditionnels. Fort peu de laïques se sont penchés sur la question, tandis que chez les laïcs et leur clergé, le propos est *monovoce*: Luigi (Aloysius) Taparelli d'Azeglio (1793-1862) est le père de la *justice sociale*, du *principe de subsidiarité*, du *néothomisme* comme doctrine officielle de l'Église, voire même de l'*Europe vaticane*, en somme de la Doctrine Sociale de l'Église (DSE).

Taparelli présente en effet une vie et une œuvre des plus remarquables. C'est un petit ouvrage de Jean-Pierre Perché qui me mit sur sa route. Ancien élève du petit séminaire et d'un enseignement sulpicien – destiné à former les futurs jésuites – J.-P. Perché écrit: « *Taparelli précise: "Tous les hommes sont égaux dans la nature" ... c'est-à-dire en tant qu'espèce humaine créée par Dieu, mais... "inégaux dans leurs personnes", c'est-à-dire en tant qu'individus dans la vie pratique. Donc la "justice sociale" nous oblige à accepter cette inégalité, et l'homme remplit les intentions du créateur en agissant conformément aux normes de cette justice. (...) Taparelli fait la distinction entre "la grande société" et "les petites sociétés", la famille, les organisations professionnelles ou locales. Chacune de ces "petites sociétés" a sa propre fin, mais avec l'obligation de travailler au "bien commun" de la société supérieure, dont elles ne doivent pas menacer l'ensemble, celle-ci devant préserver l'unité des sociétés inférieures. Cet enseignement de Taparelli a donné naissance à la doctrine catholique du "principe de subsidiarité".* »

Il ajoute, citant le site « *Europa* » de l'Union européenne: « *C'est une interprétation bien comprise du principe de subsidiarité conforme au "principe de totalité" qui lui est supérieur: c'est l'instance d'ordre "supérieur" qui décide des prérogatives qu'elle attribue aux instances d'ordre "inférieur", et non pas l'instance d'ordre "inférieur" qui délègue des prérogatives à l'instance "supérieure" ou la mandate.* » Cette inversion du sens commun de « *subsidiarité* » a piqué ma curiosité, et justifié que je me penche sur la vie et l'œuvre de Luigi Taparelli d'Azeglio.

Recteur du tout nouveau Collège Romain (1827), Taparelli s'entoure d'un cénacle clandestin pour étudier la philosophie thomiste, plus très à la mode après le triomphe des « *Lumières* ». Parmi les membres de ce cercle d'études, on rencontre Vincenzo Gioacchino Pecci, futur pape Léon XIII, qui comme chacun sait ouvrira l'histoire des encycliques sociales avec la première d'entre elles, *Rerum novarum*, publiée le 15 mars 1891, et Matteo Liberatore, qui donnera la première main à la deuxième encyclique sociale, *Quadragesimo anno* (15 mai 1931). Rien moins.

Cet amour pour le néothomisme serait la raison de l'ostracisation de Taparelli à Palerme... pendant 17 ans. C'est pourtant durant cette mise à l'écart que Taparelli va regagner peu à peu ses lettres de noblesse, voire devenir incontournable, en publiant de 1840 à 1843 un cours de droit intitulé *Essai théorique de droit naturel basé sur les faits*. L'ouvrage réimpose la *loi naturelle*, réalité matérielle de la *loi divine*, qui en est la réalité formelle (dans les catégories aristotélo-thomistes) face aux prétendus « *droits naturels subjectifs* » issus des Grotius, Hobbes, Puffendorf ou Rousseau, coupables des abstractions qui ont donné naissance à la Révolution Française. Posées sur de mauvais fondements, c'est-à-dire non tirées de ou confirmées par des faits, ces « *abstractions nous ont offert le spectacle le plus prodigieux qu'il nous ait jamais été donné de contempler depuis que l'humanité existe [...] cette tentative a entraîné la situation la plus effroyable et la plus cruelle.* », s'il nous est permis de convoquer ici Hegel.



Taparelli va chercher à répondre au défi théorique et pratique lancé par l'affrontement – délétère parce que spécieux – entre les tenants du libéralisme et ceux du socialisme, qui ont le défaut de se fonder sur *une même anthropologie* fautive, universaliste, égalitariste, et enracinée *in fine* dans l'hérésie hétérodoxe de la réforme protestante. Ce diagnostic, qui sera encore celui de la première encyclique sociale 50 ans plus tard, réclame un traitement spécifique que le *Saggio* nous concocte.

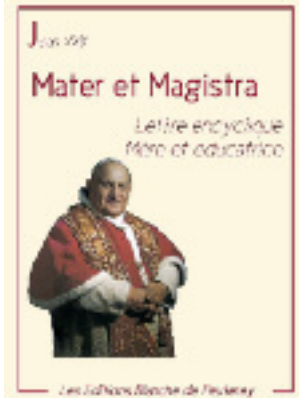
Pour dirimer ces deux aberrations (le libéralisme individualiste et sa réponse, le centralisme collectiviste), Taparelli posera les jalons philosophiques, politiques, et même économiques d'une réponse à la fois corporatiste et fédéraliste à la gangrène hétérodoxe. Nous ne nous arrêterons que sur deux des « *trouvailles* » conceptuelles du Jésuite, que ses exégètes s'accordent à lui imputer : la subsidiarité, et la justice sociale.

### La subsidiarité

Pour être exact, il faudrait dire l'« *hypotaticité* » ou l'« *hypotactique* » pour respecter le néologisme taparellien.

Dans un article de 2004, Thomas Behr fait le rapprochement entre ce néologisme, dont les racines grecques renvoient aussi à une forme grammaticale (l'hypotaxe) et les racines latines qui engendrèrent « *subsidiare* ». Mais pour tout dire, ce rapprochement avait été fait – à notre connaissance pour la première fois – par le biographe français de Taparelli en 1964,

dans un recueil écrit pour le centenaire de la mort de l'illustre Jésuite. Jacquin déplore en effet que le père Onclair – un des Jésuites belges qui furent les traducteurs initiaux du *Saggio* en français – ait opté pour « *hypotattique* », auquel il préfère « *hypotactique* ».



Alors qu'il reprend l'exposé taparellien des « *sociétés hypotactiques* » et de leurs droits et devoirs, il modifie à cet endroit l'article de 1956 et ajoute: « *Dans leur portée générale, ces vues de Taparelli sont pleinement d'actualité. Pour s'en convaincre il suffirait de relire ce passage de l'encyclique Mater et Magistra à propos de l'intervention des pouvoirs publics: " Leur action a un caractère d'orientation, de stimulant, de suppléance et d'intégration." Elle doit être inspirée par le principe de subsidiarité formulé par Pie XI dans Quadragesimo anno... ».*

Résumons: Jacquin n'a fait le rapprochement entre « *hypotactique* » et « *subsidaire* » qu'après que l'encyclique de 1963 a clairement formulé pour la première fois le syntagme « *principe de subsidiarité* ». Alors deux questions se posent:

- 1 Taparelli est-il l'inventeur de la subsidiarité ?
- 2 Taparelli est-il l'inventeur de la « *subsidiarité catholique* », bien que le concept soit demeuré inaperçu un siècle durant par les « *surveillants* » ?

1 Résolument non. Notre hypothèse est que le néologisme taparellien fait plutôt office de dissimulateur et d'inverseur hiérarchique de « *subsidaire* ». La notion de subsidiarité n'est pas plus catholique chez un Wilhelm von Ketteler comme le veut une interprétation partagée qu'elle ne l'est chez un Taparelli. Que l'usage des « *droit subsidiaire* », « *subsidiarité* » voire même « *principe de subsidiarité* » existât et fût opérant avant 1840 est incontestable, après la démonstration faite par la thèse d'Arthur Joyeux. J'ai pour ma part commencé un travail pour les sources italiennes, et c'est là encore irréfragable: les juristes allemands comme italiens sont parfaitement accoutumés au caractère subsidiaire du *ius commune*, ou du *ius romanum*, et ce surtout après les thèses de l'école historique du droit de Friedrich Carl von Savigny, ou encore la querelle de la codification.

2 Ce n'est pas du tout impossible. Une chose est spécifique à Taparelli, par-delà son *ditto ipotattico*, c'est l'invention des « *associations hypotattiques* », véritables « *corps intermédiaires* » à la fois NON SEULEMENT statophobiques MAIS ENCORE soumis au principe de totalité du « *bien commun* », conformément à la lecture de J.-P. Perché. Notre hypothèse est que Taparelli a inversé le sens extrêmement répandu de « *subsidaire* », à savoir *secondaire* et *supérieur*. *Hypotattique* signifie *vertical descendant et total*: totalitaire. Est-ce la raison pour laquelle le comte Vincenzo Fani-Ciotti, dans la *Critica fascista* du 1<sup>er</sup> mai 1924, dit qu'il reconnaît en Taparelli « *preziosi insegnamenti per la*

*sistemazione di una Dottrina generale del Fascismo*»? Nous ne pouvons pousser l'hypothèse jusque-là en l'état. D'ailleurs, si ce néologisme était si déterminant, pourquoi Taparelli ne l'a plus jamais utilisé entre 1845 et... 1861, un an avant sa mort ?

### La justice sociale

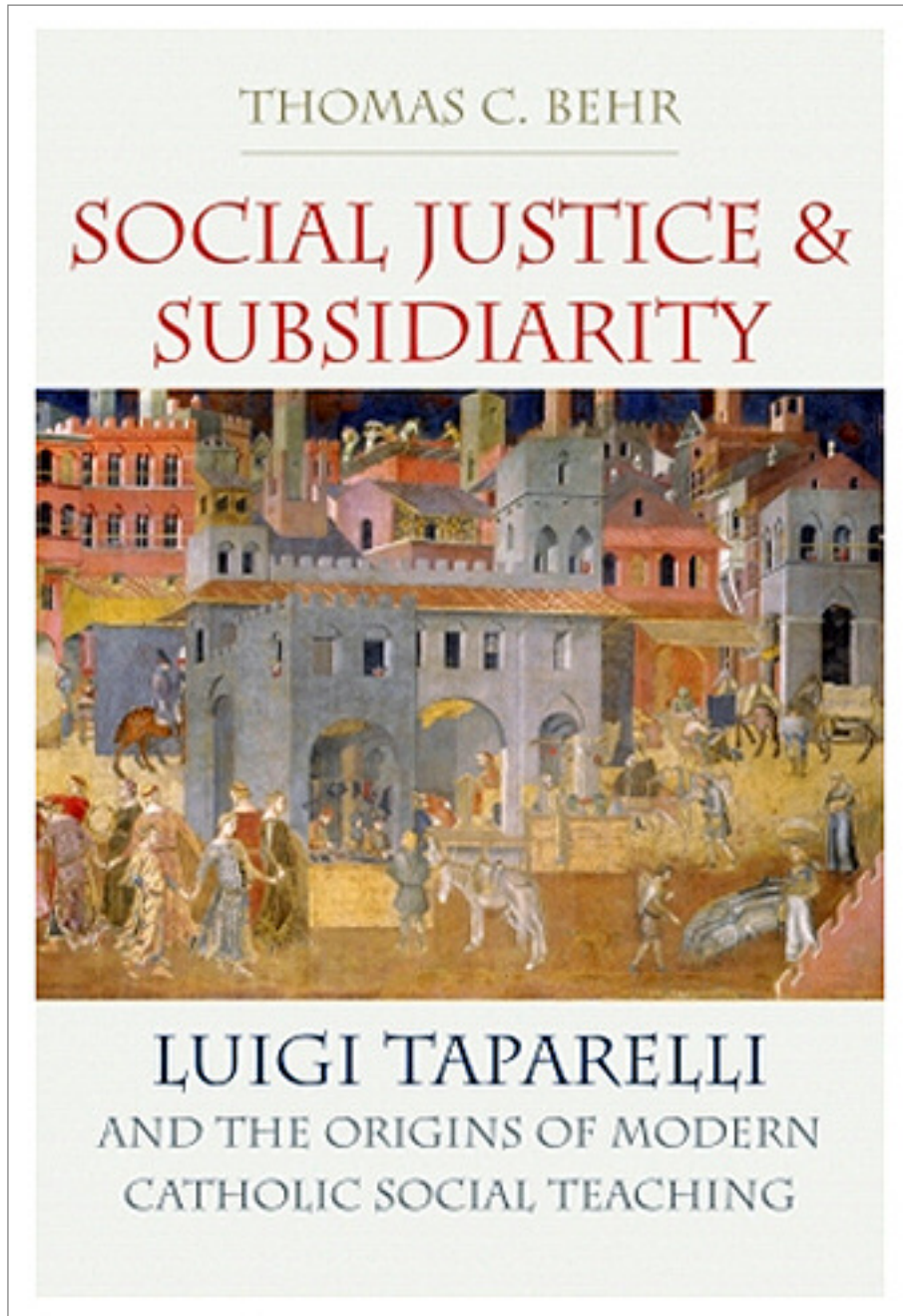
Les commentateurs s'écharpent sur la question de savoir qui de Luigi Taparelli d'Azeglio ou d'Antonio Rosmini Serbati est le père du syntagme « *giustizia sociale* ». Les travaux de Markus Krienke, de Robert P. Kraynak, de Thomas Behr, Thomas Patrick Burcke ou de Jean-Paulin Mbida Ngonu sont là pour le prouver. Nos deux prêtres ont en effet écrit strictement au même moment (1840-1843) avant que Rosmini en fasse une notion théorique en 1848 ; l'œuvre de 130 pages ne contient pourtant que 4 occurrences du syntagme. Quant à Taparelli, il le pose quand même dès le premier tome du *Saggio* : « *CAPO III. NOZIONI DEL DIRITTO E DELLA GIUSTIZIA SOCIALE* ».

Si je n'ai pas fait le décompte pour le reste de l'œuvre de Rosmini, on peut toutefois le trouver 19 fois dans l'œuvre livresque de Taparelli (vérification non encore faite dans les 200 articles de la *Civiltà cattolica*).

Personne ne cherche avant 1840. Il existe pourtant un auteur qui emploie ce syntagme 24 fois dans son œuvre, et qui arrive premier parmi les auteurs cités par Taparelli (144 citations dans le *Saggio* quand même!), il s'agit du philosophe/juriste/scientifique Gian Domenico Romagnosi (1761-1835) que toute une tradition catholique que nous avons à peine effleurée s'efforce d'invisibiliser après l'avoir volé et dévoyé. L'opération de grand nettoyage va même trop loin quand Mbida Ngonu fait l'effort d'en parler, mais pour quelques pages seulement et sous le faux nom de RomEgnosi.

Il nous appartiendra dans un travail ultérieur de montrer l'ampleur de la maldonne, afin de contribuer à la sublimation du fantasme des catholiques sociaux tout en réhabilitant un « *fantasma* » qui, souhaitons-le, deviendra encombrant.

Nicolas Guyard



**Prophet**  
AND THE  
**PROLETARIAT**

ISLAMIC FUNDAMENTALISM,  
CLASS AND REVOLUTION

  
NEW  
UPDATED  
EDITION

CHRIS HARMAN

---

## LE PROPHÈTE ET LE PROLÉTARIAT

Pour compléter l'analyse de la Libre Pensée sur l'*extrême-gauche* et le *cléricalisme*, il est loin d'être inutile de traiter du livre qui fait référence dans certains milieux « *Le prophète et le prolétariat* » de Chris Harman (1942-2009), dirigeant du Socialist Workers Party de Grande-Bretagne, issu du groupe « *International Socialists* » historiquement dirigé par Tony Cliff – pseudonyme du militant Juif Palestinien Ygael Gluckstein – qui rompit avec la IV<sup>ème</sup> Internationale, en 1949, sur la question de « *la nature de l'URSS* ».



C'est la *Bible*, ou plus exactement le *Coran* pour un autre courant que nous analysons dans cet *Arguments* (voir bon de commande avec le Sommaire), courant que nous appellerons le « *Secrétariat Unifié* », issu de la pression dislocatrice du Stalinisme triomphant sur le Mouvement Trotskyste en pleine Guerre froide.

Ce qui se dégage de cette position politique, qui a des constats parfois formellement justes, mais qui amène à une soumission à l'*Islamisme*, peut se résumer en deux positions possibles. La première consiste à assimiler les « *Musulmans* » dans une globalité quasi unique (totale), que l'on a appelé la Théorie du « *peuple-classe* » où se dégagera plus tard, des différences de classes sociales. Une version plus déjantée, qui part de la même Théorie, consiste à considérer que les « *Musulmans* » vont remplacer la classe ouvrière dans la lutte contre l'Impérialisme et pour la Révolution, « *à Jérusalem l'année prochaine* » sans doute.

Si la lutte contre l'Impérialisme est une condition nécessaire pour tout Révolutionnaire qui se respecte, est-elle pour autant une condition suffisante qui se substitue à toutes les autres ? Il est évident que pour cette « *extrême-gauche* », pour qui *Mahomet* est à mettre à côté de *Marx*, la réponse est oui. La lutte contre l'Impérialisme, sous toutes ses formes est l'*alpha* et l'*oméga* et peu importe avec qui.

Avant d'aller plus loin, il est indispensable d'affirmer un principe intangible : il ne doit être apporté aucun soutien à l'État, au gouvernement, au Pouvoir dans la répression de leurs opposants, quelques soient ses opposants. Ne jamais appeler à la répression contre les adversaires de l'État, du Gouvernement, du Pouvoir, même si ce sont aussi les adversaires des Combattants de l'Émancipation humaine. On voit que, par exemple, les « *laïcs* »

xénophobes de « gauche » comme de droite, qui estiment que la loi « *Séparatisme* » n'est pas assez répressive, en appellent toujours à la répression contre leurs adversaires. Comme je le disais au Congrès de la Libre Pensée à Clermont-Ferrand en 2007, ces gens-là n'ont qu'un seul numéro dans leur annuaire téléphonique : le 17. Ils en appellent à la police en permanence.



Il faut aussi intégrer dans notre réflexion que les « *Musulmans* », (et pas seulement les « *Islamistes* » qui se distinguent des premiers par un projet politique de prise du pouvoir), sont soit la fraction la plus exploitée du Prolétariat dans les pays capitalistes, soit des peuples opprimés (même si une couche supérieure collabore avec l'Impérialisme) par les nouvelles formes de colonialisme économique, militaire, culturel. C'est incontestablement le Capitalisme et le Colonialisme, et les retards du progrès vers une société industrielle de production par le pillage des pays, qui nourrissent l'Islamisme.

Nous refusons de considérer tout cela comme des « *globalités englobantes* » qui ferait fi des individus et des forces sociales qui les structurent et que les « *Islamistes* » veulent utiliser pour leur conquête du pouvoir et pour leurs propres intérêts.

Toute l'argumentation des « *pablo-religieux* » consiste toujours à se prendre pour des grands stratèges de la lutte politique. Ils ne raisonnent qu'en termes d'alliance ou d'opposition entre les « *classes sociales* » : avec qui faut-il s'allier dans la lutte contre l'Impérialisme ? Chris Harman a cette formule éclairante qui résume la stratégie qu'il préconise : « *Là où les Islamistes sont dans l'opposition, notre règle de conduite doit être : "avec les Islamistes parfois, avec l'État jamais" »* .

En clair, c'est l'aphorisme connu : « *Les ennemis de mes ennemis sont mes amis* ». Sauf que c'est très rarement vrai et que souvent les ennemis de mes ennemis sont aussi mes ennemis qui pourront demain s'allier avec leurs ennemis contre mes amis. L'Histoire est pleine de ces exemples qui se terminent toujours par des bains de sang. Dans la lutte contre l'Impérialisme pour eux, tout est bon à prendre, les Islamistes, Khomeiny (dans sa phase contre le Shah), le FIS contre le FLN en Algérie, les Talibans contre les USA, etc.

Fallait-il s'allier hier avec Dollfuss en Autriche au prétexte qu'il était un ennemi déclaré d'Hitler (qui le fit assassiner), alors qu'il était tout aussi fasciste qu'Hitler ? Chris Harman explique ainsi que « *si les Islamistes ne sont pas nos alliés... On ne peut être abstentionnistes avec eux... et qu'ils peuvent être influencés par les socialistes* ». On ne peut lui souhaiter que bon courage !

Mais pour lui, il y a en tout cas un ennemi identifié: « Pour eux (les Libres Penseurs), combattre l'influence des institutions religieuses et des idées obscurantistes constitue en soi la voie vers la libération des peuples ». Ce n'est pas cette voie d'analyse et d'action sur la religion qu'il préconise à l'évidence.

Son analyse de l'Islam est des plus sommaires, par exemple le *Soufisme*, la voie « spirituelle » de perfectionnement individuel par un dépassement personnel lui a complètement échappé. Il en fait une faction comme une autre qui revendique le pouvoir. Chris Harman, et bien d'autres à sa suite, ont les mêmes phantasmes que les Intégristes catholiques contre la Franc-maçonnerie.

Pour lui, l'*Islamisme* est un monde à part que l'on ne peut comparer avec rien d'autre. Or, le fonds de commerce des *Fondamentalistes islamistes* est rigoureusement le même que les *Intégristes catholiques*: c'était mieux avant, seul le retour en arrière peut régler les problèmes. D'ailleurs la *Doctrine sociale de l'Islam (Sourate des Abeilles)* est rigoureusement la même que celle du Vatican: il y en a qui sont nées pour être Reines et les autres pour être des besogneuses.



D'ailleurs qu'on fait les Frères Musulmans en Égypte, le FIS en Algérie, Khomeiny en Iran? Ils s'appuient dans un premier temps sur la petite bourgeoisie déclassée, sur les commerçants en difficultés dans les bazars et les zouks, sur le lumpen-prolétariat dans la misère noire qu'ils mobilisent et enrégimentent dans une double lutte: contre l'État et le Mouvement ouvrier. Et tout cela sur un fonds idéologique: le retour en arrière et l'apologie, pour les uns, de l'Islam dans sa pureté originelle, pour d'autres, ce fut la Race qui doit retrouver sa pureté originelle par l'épuration par le sang.

Comparaison n'est pas raison, mais il y a quand même de grandes similitudes avec le Fascisme et sa conquête du pouvoir. Pour les deux (Fascisme et Islamisme), c'est la même méthode de conquête du pouvoir. D'abord la violence, la revendication de l'Ordre et du passé. Puis dans un second temps, quand un seuil critique est atteint, la conquête par les urnes.

N'y a-t-il pas une certaine ressemblance entre le « tournant » d'Hitler après son échec de putsch à Munich qui décide d'emprunter « la voie légale » par les élections et ce qu'a fait le FIS en gagnant les élections en Algérie et le Hamas à Gaza ?

Hitler prend le pouvoir par une offre de service au Grand Capital qui va le financer avec une mission : écraser le Prolétariat. Vient alors le temps de la SA. Khomeiny gagne le pouvoir en écrasant les comités ouvriers, les syndicats, les partis ouvriers, par des bandes armées, il fait lui aussi le même sale boulot.

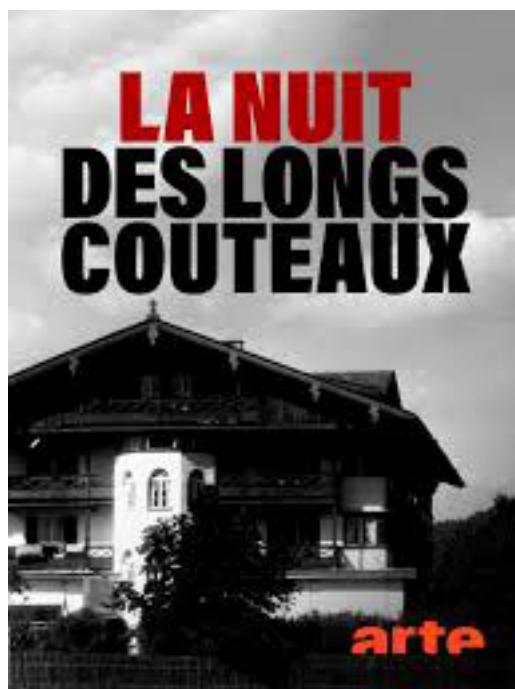
Madani du FIS en Algérie justifiera la répression contre les grévistes : « *Les éboueurs ont le droit de réclamer leur droit, mais les poubelles n'ont pas le droit d'envahir notre capitale, et transformer notre pays en poubelle... Ce sont les grèves des syndicats, en général, qui sont devenues des terriers d'action pour les corrupteurs, les ennemis d'Allah et de la patrie, communistes et autres, qui se répandent partout du fait que le FLN se rétrécit et s'affaiblit... Nous vivons les jours de l'OAS* ». Et quand le FIS essaie de constituer des syndicats, il met en avant les devoirs des travailleurs et pas leurs droits, car « *la lutte des classes n'existe pas dans l'Islam, le Coran n'en parle jamais* ».

Autre similitude : Hitler quand il a vaincu la classe ouvrière et l'a remise à la production en détruisant ses organisations de classe, liquide la SA par *la Nuit des Longs Couteaux* menée par la SS, il rétablit l'Ordre. Khomeiny au pouvoir va aussi faire la même chose : épurer la société, liquider les bandes armées et rétablir l'Ordre. Que fait le Hamas à Gaza, sinon maintenir l'Ordre par une répression violente contre les Palestiniens ?

Les méthodes sont les mêmes, Hitler fait le putsch à Munich, Khomeiny organise la prise de l'Ambassade des États-Unis à Téhéran, pour apparaître comme le champion de la lutte contre l'Impérialisme et fait taire tous ses opposants avec

cela. Quand le FLN algérien veut liquider le MNA, il devance son *Appel à l'Insurrection* et la déclenche le 1<sup>er</sup> novembre 1954, quelques jours avant la date décidée par Messali Hadj pour la déclencher. Et le Hamas fait pareil par l'opération d'octobre 2023.

Si Hitler agit au compte du Grand Capital et séduit l'Armée, son encadrement politique est appuyé sur la petite bourgeoisie en col blanc. Le personnel politique de Khomeiny a la même origine. Et les deux vont fonctionnariser en masse leurs clientèles pour leur assurer



un avenir social. Et les deux vont faire jouer un certain rôle à l'Armée. Et les deux vont avoir, dans des situations économiques différentes, une politique quasi-identique pour « gagner » les ouvriers par des salaires et des emplois, pour stabiliser leur pouvoir.

Si l'on considère que l'Islamisme est un Totalitarisme en devenir et qu'une fois arrivé au pouvoir, il se débarrassera de ses oripeaux « *anti-impérialistes* » pour gérer les affaires de SA bourgeoisie, prôner une alliance, même conjoncturelle, tourne le dos au combat émancipateur.

Il y a une très grande différence de nature et de fonction entre « *anticolonialisme* », « *anti-impérialisme* » d'une part et « *islamisme* » de l'autre. L'anticolonialisme est émancipateur, et l'Islamisme remplace une oppression par une autre.

Ce n'est pas parce que l'Islamisme au pouvoir peut avoir des conflits avec les USA au titre de puissances concurrentes (comme l'Iran ou l'Autriche de Dollfuss avec le III<sup>e</sup> Reich allemand) que l'on peut revendiquer un soutien « même critique ».

Rappelons un fait historique : Quand les Staliniens en Allemagne tapaient à bras raccourcis sur les Sociaux-Démocrates, ce qui ouvrit la porte du pouvoir à Hitler, ils pouvaient s'allier dans des actions et même des grèves avec les nazis. Le « *Secrétariat Unifié* », flanc-garde hier de feu l'appareil stalinien, veut nous rejouer la même triste farce.

Tels maîtres, tels élèves.

Christian Eyschen

WALTER BENN MICHAELS

La diversité  
contre  
l'égalité

RAISONS D'AGIR

---

## LA DIVERSITÉ CONTRE L'ÉGALITÉ PAR WALTER BENN MICHAËLS

Cet ouvrage a été édité en langue française en 2009. Il nous a semblé utile, plutôt que d'en faire une analyse ou un commentaire, de publier tel-quel, des extraits qui se suffisent à eux-mêmes, nous semble-t-il et pour vous donner l'envie de le lire.

Christian Eyschen

Commençons par la fin, la présentation en 4<sup>ème</sup> de couverture : À la télévision comme dans les entreprises, au Parti socialiste comme à l'Élysée, à Sciences-Po comme à l'Armée résonne un nouveau mot d'ordre : *Vive la diversité!* Avec l'élection de Barack Obama, le bruissement s'est changé en clameur. Désormais, chacun devrait se mobiliser pour que les femmes et les « *minorités visibles* » occupent la place qui leur revient au sein des élites.

Mais une société dont les classes dirigeantes reflètent la diversité a-t-elle vraiment progressé sur le chemin de la justice sociale ? À cette question jamais posée, Walter Benn Michaëls répond par la négative. La promotion incessante de la diversité et la célébration des « *identités culturelles* » permettent au mieux, selon lui, de diversifier la couleur de peau et le sexe des maîtres. Sans remettre en cause la domination qui traverse toutes les autres : celle des riches sur les pauvres.

À l'aide d'exemples tirés de la littérature, de l'histoire et de l'actualité, ce livre montre comment la question sociale se trouve désamorcée lorsqu'elle est reformulée en termes ethnico-culturels. Plus fondamentalement, il s'interroge sur l'objectif d'une politique de gauche : s'agit-il de répartir les inégalités sans discrimination d'origine et de sexe, ou de les supprimer ?

Walter Benn Michaëls est professeur de de littérature à l'université de l'Illinois à Chicago.

### À propos du racisme

En effet, les inégalités entre Blancs et non-Blancs – et entre hommes et femmes, hétéros et homos... – découlent avant tout de discriminations et de préjugés. Et, puisqu'elles procèdent du racisme et du sexisme, il suffirait, pour les éliminer, d'éradiquer le racisme et le sexisme. Mais les inégalités entre maîtres et serviteurs – et entre riches et pauvres, patrons et ouvriers – ne trouvent leur origine ni dans le racisme ni dans le sexisme ; elles résultent du capitalisme et du libéralisme. En matière d'inégalité économique, le racisme et le sexisme fonctionnent comme des systèmes de tri : ils ne génèrent pas l'inégalité elle-même, mais en répartissent les effets. Voilà pourquoi même la victoire la plus complète remportée sur le racisme et le sexisme ne comblerait pas le fossé entre les riches et les

pauvres, elle modifierait simplement leur répartition par sexe, inclination sexuelle et couleur de peau. Une France où un plus grand nombre de Noirs seraient riches ne serait pas économiquement plus égalitaire, ce serait juste une France où le fossé entre les Noirs pauvres et les Noirs riches serait plus large...

Mais, depuis un quart de siècle, la situation a évolué au point de renverser l'ordre des priorités : à partir du tournant libéral de la gauche de gouvernement, en 1983, la lutte contre les discriminations (SOS Racisme...) a remplacé la « rupture avec le capitalisme » en tête de l'agenda politique. Dès lors qu'il s'est souvent substitué au combat pour l'égalité (au lieu de s'y ajouter), l'engagement en faveur de la diversité a fragilisé les digues politiques qui contenaient la poussée libérale.



La volonté d'en finir avec le racisme et le sexisme s'est révélée tout à fait compatible avec le libéralisme économique, alors que la volonté de réduire – a fortiori de combler – le fossé entre les riches et les pauvres ne l'est pas. En même temps qu'elle affichait son engagement en faveur de la diversité (en combattant les préjugés, mais aussi en célébrant les « différences »), la classe dirigeante française accentuait son penchant libéral. Ce dernier mouvement, caractéristique de la droite (Nicolas Sarkozy incarne-t-il autre chose ?), se retrouve tout aussi fréquemment chez des gens « de gauche » (la « gauche rénovée » qu'appelle de ses vœux un journaliste comme Laurent Joffrin signifie-t-elle autre chose ? En quoi réside sa « rénovation », sinon dans son allégeance au marché ?). En fait, à mesure



que la question de l'identité nationale affermit son emprise sur la vie intellectuelle française – qu'on la promeuve (le Président de la République) ou qu'on la combatte (les *Indigènes*) – on s'aperçoit que sa fonction principale consiste à faciliter, en le masquant, l'accroissement des inégalités qui caractérise le néolibéralisme à travers le monde...

Une « justice sociale » qui, en d'autres termes, accepte les injustices générées par le capitalisme. Et qui optimise même le système économique en distribuant les inégalités sans distinction d'origine ou de genre. La diversité n'est pas un moyen d'instaurer l'égalité ; c'est une méthode de gestion de l'inégalité.

Aussi longtemps que Laurent Joffrin pourra assimiler la droite néolibérale à la vieille droite antilibérale (et suggérer que Sarkozy, c'est Le Pen déguisé), il pourra prétendre que la gauche néolibérale est vraiment de gauche, et qu'il en fait partie. Mais hélas, la gauche



néolibérale n'est pas de gauche, et Laurent Joffrin non plus. En vérité, il est lui-même beaucoup plus proche de Sarkozy que Sarkozy de Le Pen: tous deux sont partisans du capitalisme (tempéré), de l'économie de marché (régulée) et du libre-échange (raisonné). Certes, Sarkozy a un léger avantage: il l'assume.

### Comment apparaitre « de gauche » tout en étant à droite

Le Parti socialiste, en revanche – ainsi que Joffrin lui-même le note avec une certaine mélancolie – cherche toujours à donner au mot « *socialisme* » une définition qui soit à la fois contemporaine, pourquoi pas quelque chose comme: « *une vision du monde valorisant l'économie de marché, l'ouverture et la croissance soutenable* » et bien distincte des politiques de l'UMP (ah, pardon, j'oubliais – au temps pour moi). L'objectif, ici, consiste à se proclamer de gauche sans jamais adopter, dans les faits, aucune position politique de gauche – sachant, ce qui facilite encore la chose, que la critique radicale du capitalisme ne passe pas pour très « *contemporaine* »...

Cofondateur du Black Panther Party aux États-Unis, le militant des droits civiques Bobby Seale mettait en garde ses camarades à la fin des années 1960. « *Ceux qui espèrent obscurcir notre combat en insistant sur les différences ethniques aident au maintien de l'exploitation des masses, c'est-à-dire des Blancs pauvres, des Noirs pauvres, des bruns [Hispaniques], Indiens, Chinois et Japonais pauvres, bref, de l'ensemble des travailleurs.* » Pour Seale, les choses étaient claires: « *Nous ne combattons pas l'exploitation capitaliste par un capitalisme noir. Nous combattons le capitalisme par le socialisme.* » L'éloignement de cette dernière perspective devait-il avoir pour corollaire le ralliement à un « *capitalisme noir* » ?

Et, bien que Finkelkraut se montre particulièrement grincheux à l'égard de ceux qui réclament une « *repentance* » française pour les méfaits et les crimes commis dans le passé, ses élèves de l'École polytechnique (qui, devenus chefs d'entreprise, n'auront aucune envie de voir toute cette main-d'œuvre bon marché exercer son « *droit de partir* ») ne tarderont pas à apprendre la leçon que leurs homologues américains ont assimilée depuis longtemps: la repentance est bonne pour les affaires. Exprimer ses regrets pour l'esclavage, le colonialisme, la Shoah, manifester son respect pour les gens – pour leur culture, leur histoire, leur sexualité, leurs goûts vestimentaires, et ainsi de suite –, tout cela revient bien moins cher que de leur verser un salaire décent...



De fait, s'excuser pour des actes qu'on n'a pas commis soi-même auprès de gens à qui on ne les a pas fait subir (en fait, de gens qui ne les ont pas subis eux-mêmes) relève d'une industrie en plein essor...

### **Les conséquences de la mondialisation**

Mais le tribalisme, pas plus que le nationalisme, ne constituent un obstacle à la mondialisation; en réalité, l'un et l'autre lui sont parfaitement compatibles, et on peut même les considérer comme deux de ses plus grandes réussites. Il s'invente aujourd'hui quotidiennement de nouvelles formes « *d'identités anciennes* » dont la fonction essentielle est de permettre aux gens de se faire une image d'eux-mêmes qui ait le moins possible à voir avec leur situation matérielle ou leurs opinions politiques...

Si l'on consulte les statistiques publiées par le Bureau du recensement des États-Unis, il apparaît d'abord que le taux officiel de pauvreté a peu varié entre 2006 et 2007, bien que le nombre de pauvres ait un peu augmenté (passant de 36,5 millions à 37,3 millions). On s'aperçoit ensuite que la pauvreté se maintient chez les Blancs (8,2%), les Noirs (24,5%) et les Asiatiques (10,2%) mais progresse chez les Hispaniques (21,5%). Présentés sous cette forme « *ethnalisée* », ces chiffres sont profondément alarmants, mais ils sont aussi, sans doute plus profondément encore, rassurants. Ils sont alarmants parce qu'ils nous rappellent l'importance du problème que posent l'héritage du racisme et le racisme lui-même. Ils sont rassurants pour la même raison : en laissant entendre que la discrimination est la principale cause de la pauvreté dans l'Amérique d'aujourd'hui, ils impliquent qu'il suffirait de mettre un terme à la discrimination pour en finir avec la pauvreté.

Toutefois, il suffit de changer légèrement de perspective pour que ces chiffres nous racontent une tout autre histoire. Sur les 37,3 millions de pauvres officiellement dénombrés en 2007, un peu plus de 16 millions (43%) étaient blancs. Ces pauvres-là ne sont pas des victimes d'une discrimination passée ou présente. C'est là que réside l'aspect vraiment alarmant de ces statistiques. Nous aimons à nous figurer le système américain comme fondamentalement juste, mais pervers – ainsi que la droite et la gauche en tombent d'accord – par le racisme. Pourtant, dans le cas des Blancs pauvres, ni le discours rassurant de la droite (pour qui la discrimination appartient au passé) ni les promesses de la gauche (qui veut régler son compte une bonne fois pour toutes à la discrimination) n'arrangeront leurs affaires. La discrimination n'est pas leur problème ; la diversité n'est pas leur solution...

L'inconvénient de la diversité n'est donc pas seulement qu'elle ne résoudra pas le problème de l'inégalité économique ; c'est qu'elle va jusqu'à nous masquer l'existence même de ce problème...

## Antiracisme ?

Tandis que l'antiracisme des progressistes voit dans le respect de la différence raciale la solution à nos problèmes, l'antiracisme des conservateurs soutient que nous ne pourrions résoudre ces difficultés qu'en supprimant ou en ignorant les différences. L'inconvénient avec ce débat (ou, sous un autre angle, son avantage), c'est que, du point de vue de l'inégalité économique, peu importe de quel côté on se trouve – et peu importe le gagnant : l'inégalité économique s'en tire saine et sauve.

La fonction de l'antiracisme aujourd'hui est de nous donner un idéal – l'idéal d'une société sans préjugés – auquel nous pouvons tous souscrire, au moment même où l'insuffisance de cet idéal devrait nous crever les yeux. Le fossé entre les riches et les pauvres peut bien se creuser un peu plus chaque jour, quand on en vient à la question de la différence, nous préférons combattre le racisme que la pauvreté. La seule chose qui distingue les conservateurs des progressistes sur cette question, c'est que les premiers pensent que le combat est déjà gagné, alors que les seconds pensent qu'il ne fait que commencer...

De fait, les inégalités de statut ne sont jamais plus efficaces que quand elles sont complètement déconnectées des inégalités de classe. Quel plaisir y aurait-il à gagner si l'on n'était pas persuadé qu'on s'est affronté sur le même terrain?...

Le statut (estudiantin ou social. NDCE) n'étant pas réductible à la position économique, celui qui jouit d'une position élevée peut considérer que ce statut n'a rien à voir avec sa fortune. Du coup, l'inégalité matérielle est censée ne jouer aucun rôle dans les gratifications ou les privations de statut. Penser que le vrai problème n'est pas l'inégalité des richesses, mais la condescendance des riches à l'égard des pauvres, c'est poser un problème de statut.

Et considérer que la solution au problème est (ce que Sennett recommande) « *le respect mutuel par-delà les frontières de l'inégalité* » (c'est-à-dire la fin de la condescendance), c'est souscrire au monde rêvé du néolibéralisme, un monde où le fait que coexistent une minorité de riches et une majorité de pauvres ne pose aucun problème aussi longtemps qu'on ne met personne en position d'avoir honte de sa pauvreté, où le plus important est d'être convaincu qu'il n'y a rien de répréhensible à être pauvre et que, comme le dit la mère de Lee, « *les plus riches ne sont pas forcément les meilleurs* »...

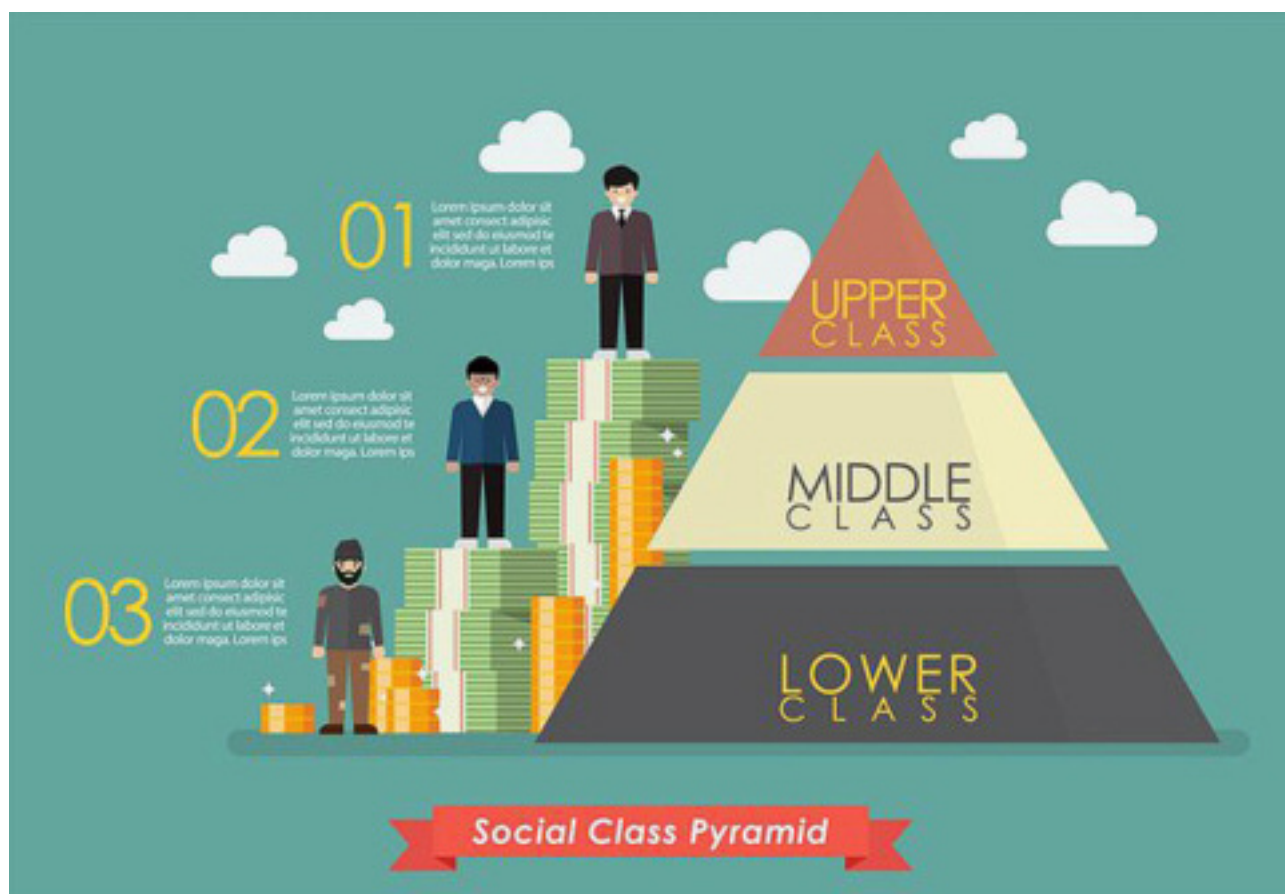
**« Vous voulez les misérables secourus,  
moi je veux la misère supprimée »  
Victor Hugo dans 93**



Car, si l'on peut considérer comme plausible l'idée que les cultures sont différentes mais égales, il est impossible de transposer cette conception aux classes sociales. Les classes sociales, définies sur un axe vertical (hautes, moyennes, basses), sont des structures d'inégalité. S'en prendre à la victime (en traitant les pauvres comme s'ils étaient responsables de leur pauvreté) n'est peut-être pas un comportement louable, mais on voit mal en quoi il serait préférable de la féliciter (« *Oh! j'aime beaucoup la manière dont vous avez aménagé votre taudis!* »)...

Les tenants de la diversité ne cherchent pas à établir une société dans laquelle il n'y aurait plus de pauvres, mais dans laquelle il n'y aurait rien de mal à être pauvre; une société où les pauvres – tout comme les Noirs, les Juifs et les Asiatiques – seraient respectés. Or, dans leurs efforts pour la faire advenir, les progressistes ont fini par jouer un rôle très utile, quoique sans doute involontaire: celui de fournir à la droite le genre de gauche dont elle a précisément besoin. La droite veut des guerres des cultures, et non des luttes de classes: tant que les affrontements concernent l'identité plutôt que la richesse, peu lui importe qui les gagne...

La soi-disant gauche est devenue une sorte de département des ressources humaines de la droite, avec pour tâche de garantir des privilèges identiques aux femmes et aux hommes de l'*upper middle class* (classe moyenne supérieure. NDCE). Parce que cette question n'implique aucune redistribution des richesses à quelque niveau que ce soit...



L'auteur conclut son ouvrage par ses mots : Ce que veut démontrer ce livre, ce n'est pas que personne ne devrait jamais se sentir supérieur à quiconque, ni même que personne n'est véritablement supérieur à quiconque. C'est même exactement le contraire : dans les goûts comme dans les classes sociales, il y a du meilleur et du pire. Considérer que tous les goûts se valent n'est d'aucune conséquence ; considérer les classes sociales comme équivalentes est un moyen efficace d'ignorer une inégalité qui, elle, a de véritables conséquences.

Plutôt que de consacrer notre énergie à respecter l'illusion de la différence culturelle, nous ferions mieux de travailler à réduire la réalité de la différence économique. C'est là le cœur d'une véritable politique de gauche.

*Walter Benn Michaëls*

*La diversité contre l'égalité* par Walter Benn Michaëls, Éditions Raison d'agir, 162 p., 7€



## NOMINATION DU MINISTRE DE L'ESR

**M. Hetzel, l'autonomie des universités et la réaction ne sont pas les bienvenues au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**23 septembre 2024**

La CGT FERC Sup a appris avec consternation la nomination de M. Patrick Hetzel comme ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR).

Pour rappel, la CGT FERC Sup avait, avec toute la CGT, appelé à voter pour le programme du Nouveau Front populaire (NFP) au lendemain de la dissolution décidée par le Président Macron. Cet appel était fait dans une double démarche de combat résolu contre l'extrême droite et ses idées, et de lutte pour le progrès social. Le Président Macron, niant le résultat des urnes qui l'a désavoué ainsi que sa politique, a refusé de nommer un gouvernement issu du NFP, pourtant arrivé en tête. À l'inverse, il a installé un gouvernement d'alliance entre son parti et la droite, avec le soutien de l'extrême droite.

Pour la CGT FERC Sup, ce gouvernement de droite, libéral et conservateur, est plus qu'inquiétant sur son orientation.

Concernant l'ESR, M. Hetzel est une personnalité qui est à l'opposé de ce dont a besoin le service public.

Selon *Le Monde*, M. Hetzel promeut une « *vision libérale des universités* » : en 2022, il préconise dans un article pour la revue de l'UNI de : « *Débureaucratiser et faire respirer le système* », « *donner davantage d'autonomie pédagogique et budgétaire aux établissements* », ou encore « *permettre aux universités qui le souhaitent d'expérimenter des dispositifs de gouvernance nouveaux* ». Et en effet :

- Adeptes d'une université à deux vitesses (celle qui développe une recherche à un niveau mondial et celle qui doit insérer professionnellement les étudiant·es après 3 ans), M. Hetzel a écrit un rapport en octobre 2006 « *De l'université à l'emploi* » qui devait largement inspirer la loi LRU l'année suivante : autonomie et restructuration, sélection à l'entrée, innovation et « *partenariat* » avec le patronat plutôt que recherche et émancipation, régionalisation, développement de l'apprentissage dans le Supérieur... Ce rapport est la préfiguration de la politique de l'ESR depuis 15 ans.
- M. Hetzel était conseiller éducation du premier ministre Fillon (2007-2008) et directeur général de l'enseignement supérieur (2008-2012) sous Pécresse : il a ainsi participé au déploiement de la loi LRU de 2007, « *l'autonomie* » des établissements combattue par toute la communauté universitaire. Il est aujourd'hui nommé pour terminer le travail et accélérer l'acte II de l'autonomie voulu par Macron et amorcé par Mme Sylvie Retailleau (cf. les « *expérimentations* » en cours dans 10 établissements).

- M. Hetzel a voulu proposer une loi pour « *mettre fin à l'occupation illicite des locaux universitaires* », c'est-à-dire pénaliser « *le fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement sans y être habilité (...) dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement* ». En un mot, M. Hetzel veut mettre fin aux franchises universitaires et empêcher toute mobilisation étudiante.
- M. Hetzel, face à la mobilisation étudiante à Sciences Po Paris contre les massacres en Palestine, a voulu mettre en place une « *commission d'enquête relative à l'entrisme idéologique et aux dérives islamo-gauchistes dans l'enseignement supérieur* » (tout un programme!), dans la droite ligne de Vidal - Blanquer.

Sans compter les positions réactionnaires de M. Hetzel: son vote contre le *mariage pour tous*, son vote contre la *procréation médicalement assistée (PMA)* pour les couples de femmes et les femmes seules, son vote contre la *constitutionnalisation du droit à l'avortement*, la centaine d'amendements qu'il a portés contre le *projet de loi sur la fin de vie*... La CGT FERC Sup combat vivement la vision de la société portée par M. Hetzel.

Pour revenir à l'ESR, la CGT FERC Sup rappelle qu'elle s'est opposée et s'oppose toujours aux lois de restructuration – destructions de l'ESR public, LRU en tête. Elle s'oppose également à la sélection à l'université (ORE et ParcoursSup) et réclame les moyens nécessaires (postes et budgets) pour accueillir dignement tous les étudiant·es. La politique menée depuis 20 ans a remis en cause les fondements-mêmes de notre service public d'ESR et dégradé notablement les conditions de travail et d'étude.

La CGT FERC défend fermement les libertés académiques et les franchises universitaires, l'Université est un lieu de savoirs et de confrontation d'idées, la contestation des idées reçues ou des politiques imposées y a toute sa place. Comme nous l'écrivions (CGT, FSU, FO et SUD) le 30 avril 2024 à propos des restrictions suite aux attentats du 7 octobre 2023: « *Nos organisations dénoncent cette volonté d'imposer une opinion politique, par l'usage de la force préfectorale ou de l'intimidation. Ce n'est ni aux préfets ni aux élus territoriaux ou nationaux de définir ce qui doit être enseigné ou débattu dans les enceintes universitaires, pas plus à propos de Gaza que sur d'autres sujets.* »

M. Hetzel aura probablement à mettre en œuvre de nouvelles restrictions budgétaires dans l'ESR: pour 2025, ce sont 400 à 500 M€ de coupes qui sont annoncés... La CGT FERC Sup apprécie que la ministre démissionnaire Sylvie Retailleau défende le financement de l'ESR au moment de partir. Il est bien temps, après avoir accepté la *loi immigration* de Macron et la première coupe de 904 M€ du budget ESR au début 2024. Le gouvernement Macron-Barnier porte la continuité et l'aggravation des politiques précédentes, à rebours du progrès social que nous défendons.

La CGT FERC Sup revendique encore et toujours:

- de supprimer le *Crédit Impôt Recherche* servi aux entreprises sans aucune évaluation, ni contrôle, et de reverser immédiatement les 8 milliards d'€ annuels de cette niche fiscale à l'ESR;
- de consacrer 1,5% du PIB à la recherche publique, et 2% du PIB à l'enseignement supérieur;
- la revalorisation du point d'indice de 25% et son indexation sur l'inflation;
- l'embauche massive de personnels titulaires sur des postes correspondant à leurs qualifications, pour assurer les missions et répondre aux besoins urgents et critiques de notre secteur;
- de titulariser l'ensemble des contractuels qui assurent des missions pérennes;
- le déploiement d'un vaste plan de rénovation du patrimoine de l'ESR, 2<sup>ème</sup> patrimoine de l'État et délabré à près de 60%;
- une baisse générale et immédiate du temps de travail (32h sur 4 jours, retraite à 60 ans);
- la revalorisation des retraites et des minimas sociaux et l'abrogation de la réforme des retraites;
- le financement de ces mesures par la récupération de tout ou partie des 180 milliards d'€ d'aides publiques accordées chaque année aux employeurs privés, dont la majeure partie nourrit la rente;
- la fin de la sélection à l'entrée à l'université, l'abrogation de la *loi ORE* et de *ParcourSup*;
- la fin des frais d'inscription différenciés pour les étudiant·es étrangers, contre toute hausse ou libéralisation de ces frais;
- le gel de l'acte 2 de l'autonomie, l'abrogation des lois de restructuration/destructions de l'ESR (LRU et suivantes).

La CGT FERC Sup se prononce pour un service public national d'Enseignement supérieur et de Recherche laïque, démocratique et émancipateur.

Elle invite tous les personnels à se réunir en Assemblées générales pour débattre des revendications et à participer à la mobilisation du 1<sup>er</sup> octobre appelée par CGT, FSU et SUD.



---

## APRÈS L'ÉLECTION DE DONALD J. TRUMP...

Si les analystes politiques n'avaient pas prévu un tel écart de voix entre Donald Trump et la candidate investie par le Parti Démocrate après le retrait du président sortant Joseph Biden, c'est moins la progression de Trump – qui gagne 1 million de voix par rapport à 2020 – que l'effondrement de Kamala Harris qui, malgré une campagne empreinte de marketing, n'a pas su faire oublier son soutien incondicional à l'État sioniste génocidaire d'Israël (79% des électeurs de l'importante communauté juive l'ont plébiscité).

Elle perd près de 9 millions de voix.

2016: Trump            62 984 000

2020: Biden            81 283 000

Trump            74 223 000

2024: Trump            75 889 000

Harris            72 876 000

Dans la *Raison* d'octobre 2024, nous nous interrogeons: à qui ira la Rust Belt ?

Et nous revenons sur le choix de Trump de J. D. Vance comme co-listier.

Auteur du livre à succès *Hillbilly Elegy : A Memoir of a Family and Culture in Crisis* (Harper). Cet ouvrage dépeint longuement la fragilisation de la classe ouvrière et d'en tirer un argument central : le fossé avec l'élite n'est plus seulement social et culturel, mais il est aussi, et de plus en plus, géographique, centré sur la fragilisation des communautés rurales ouvrières blanches.

Début août 2024, dans une tribune au «*Monde*» les politistes Vincent Béal et Max Rousseau expliquent: «*Aux métropoles cosmopolites dynamiques, prospères et d'autant plus facilement progressistes qu'elles apparaissent comme les gagnantes de la mondialisation, s'opposerait un arrière-pays blanc en déclin, paupérisé, et de plus en plus amer à mesure que ses habitants comprennent qu'ils en sont les grands perdants*».

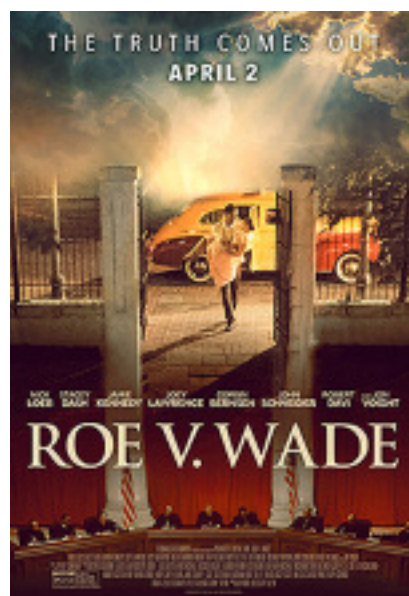
D'où l'importance, pour les candidats des partis institutionnels, de l'enjeu des *Swing states* de l'Amérique délaissée, comme le Michigan, la Pennsylvanie, le Wisconsin et l'Ohio. Ceux-ci composent le cœur de la «*ceinture de la rouille*» (*Rust Belt*) ce bastion industriel anéanti par plus d'un demi-siècle de destruction des forces productives et de globalisation. États où des grandes villes en déclin qui votent démocrate (Detroit, Cleveland, Milwaukee, Pittsburgh etc.) côtoient des comtés suburbains et blancs, affaiblis par la crise.

Le 5 novembre 2024, le verdict est tombé. Les Démocrates ont perdu le Michigan, la Pennsylvanie, le Wisconsin. Ils n'ont pu reconquérir l'Ohio, perdu en 2016. Des millions d'électeurs démocrates ont choisi de s'abstenir car, comme tout le pays, ils ont subi de plein fouet la paupérisation due à une inflation record de 25% sous le mandat de Biden/Harris.

Cela explique d'ailleurs l'acharnement des grévistes à arracher de substantielles augmentations de salaires dans les récentes grèves chez Boeing, dans l'automobile, les docks... qui matérialise le combat pour leur survie et celle de leurs familles.

Contrairement à bien idées reçues le combat pour le droit à l'IVG n'a pas fait basculer le vote présidentiel en 2024. En 2022, le renversement de l'arrêt célèbre de la Cour suprême datant de 1973, *Roe vs Wade*, s'il a été l'œuvre d'une Cour, plus réactionnaire que jamais et largement dominée par des catholiques romains, a marqué le mandat de Joe Biden.

Selon une enquête, publiée par le *Washington Post*, 56% des électeurs catholiques ont soutenu Donald Trump, contre 41% qui ont apporté leur vote à Kamala Harris. Et le choix de Vance, catholique converti de fraîche date, est, là encore, tout sauf innocent.



Pour nos amis de l'organisation laïque Americans United for the Separation of Church & State, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche présente une foule de défis. Ils remarquent: «*Mais n'oubliez pas que nous sommes là depuis 1947 et que nous avons connu plusieurs administrations hostiles à la Séparation de l'Église et de l'État. Quoi qu'il arrive, Americans United continuera à se battre pour une véritable liberté religieuse renforcée par un mur de Séparation entre l'Église et l'État.*»



Comme l'a déclaré Rachel Laser, présidente d'AU: «*nous avons déjà connu une administration Trump. Ces quatre années ont été difficiles, mais nous nous sommes battus et avons finalement fait échouer bon nombre des politiques néfastes qu'il a promulguées.*»

Pour l'heure, il convient de noter que la Séparation de l'Église et de l'État a remporté des victoires importantes lors de l'élection du 5 novembre 2024

## Victoires pour les droits reproductifs

Ces droits étaient en lice dans dix États: des mesures visant à consacrer le droit à l'avortement ont été adoptées en Arizona, au Colorado, au Maryland, au Missouri, au Montana, au Nevada et dans l'État de New York.

Une mesure visant à annuler l'interdiction des six semaines de grossesse en Floride a échoué, alors qu'elle devait être approuvée à 60%, mais il lui a manqué quelques points. Les mesures en faveur du droit à l'avortement ont également échoué dans le Dakota du Sud et le Nebraska.

Americans United s'est particulièrement réjoui de la victoire des droits dans le Missouri, où l'organisation et ses alliés avaient intenté une action en justice devant le tribunal de l'État du Missouri, arguant que l'interdiction stricte de l'avortement dans cet État élevait une opinion religieuse au-dessus des autres et violait la séparation de l'Église et de l'État.



## Les électeurs disent non aux bons d'études, les fameux « vouchers »

Depuis 2002, les lecteurs de *La Raison* connaissent la question des « vouchers », ces bons financés sur les fonds publics pour aider à la scolarisation dans le privé.

Trois États – le Colorado, le Kentucky et le Nebraska – ont été confrontés à des initiatives électorales visant à promouvoir les bons d'études privés, financés par les fonds publics.

L'initiative du Kentucky, qui aurait modifié la constitution de l'État pour permettre le financement public des écoles privées par les contribuables, a été rejetée à 65%.

La mesure du Nebraska abroge une loi de l'État créant un programme de bons d'études. Environ 58% des électeurs ont voté en faveur de l'abrogation de la loi.

Au Colorado, une initiative visant à ajouter un texte à la constitution de l'État afin d'ouvrir la voie aux bons d'études a échoué, 52% des électeurs ayant voté contre. (La mesure devait recueillir 55% des voix pour être adoptée).

Ces résultats sont conformes aux dizaines de votes qui ont eu lieu depuis 1967, au cours desquels les Américains se sont prononcés contre l'aide des contribuables aux écoles privées. Les votes sur les deux questions indiquent qu'il existe une vague de fond en faveur de la Séparation de l'Église et de l'État.

Le premier mandat de Donald Trump a été marqué par des attaques régulières contre la Séparation de l'Église et de l'État, ce qui s'explique par ses liens étroits avec les groupes nationalistes chrétiens. Nous en verrons certainement d'autres l'année prochaine, lorsque M. Trump prendra ses fonctions. Mais il est important de rappeler que malgré sa victoire, il n'a pas le mandat de porter atteinte à la première liberté de l'Amérique.

### **De Mike Huckabee à Elise Stefanik : a Greater Israel ?**



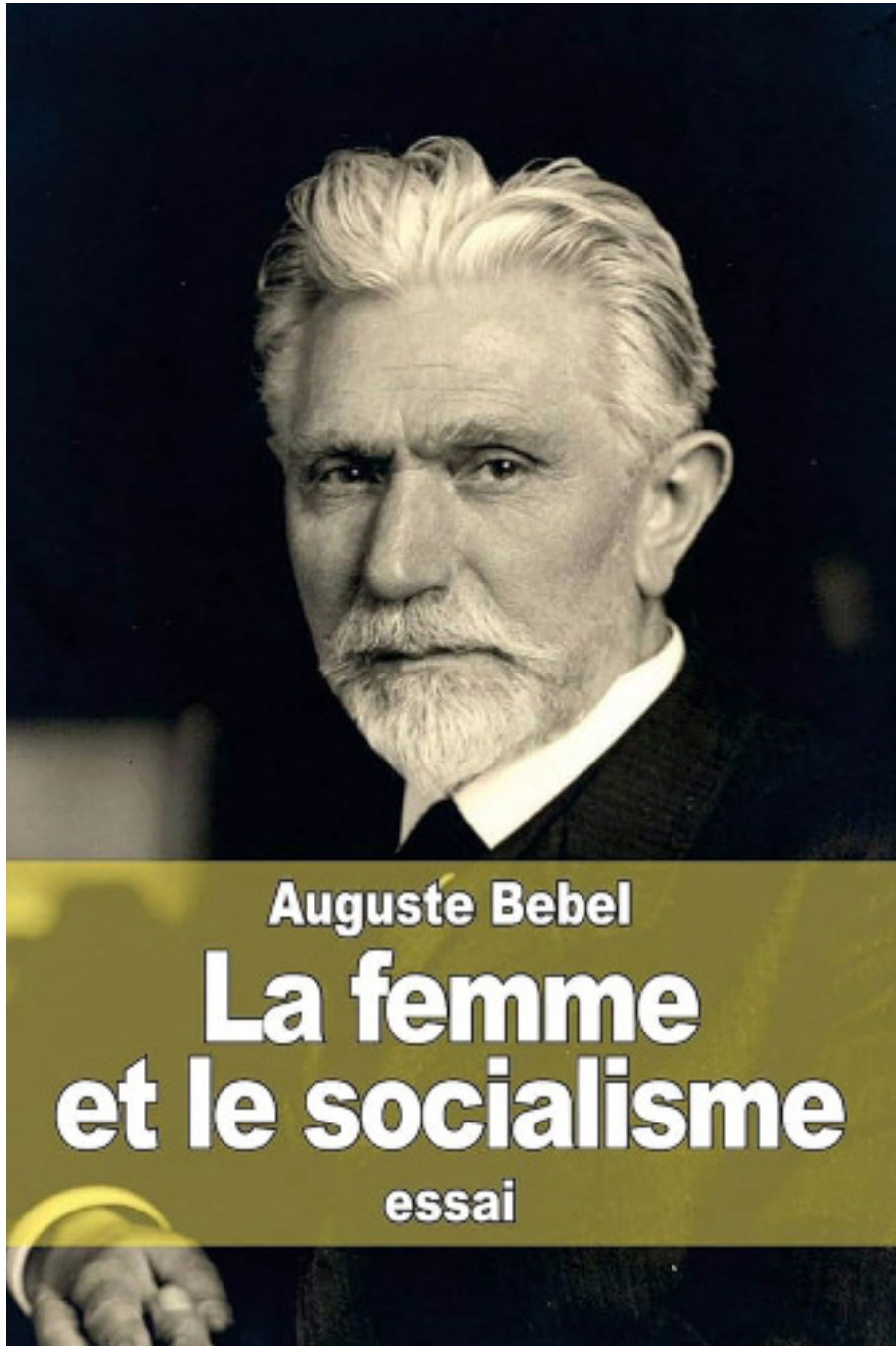
Trump a déjà annoncé son soutien indéfectible à son ami Benjamin Netanyahu, Premier ministre et à la politique génocidaire d'Israël. Donald Trump a choisi dimanche 10 novembre Elise Stefanik pour représenter les États-Unis à l'ONU. La future ambassadrice auprès de l'ONU est connue comme contempteur de cette organisation que cette républicaine, élue de l'État de New-York, critique vivement pour ses prétendues positions contre Israël.

L'ambassadeur désigné pour s'installer à Jérusalem, n'est autre que Mike Huckabee – ancien pasteur et gouverneur de l'Arkansas, très apprécié des Évangéliques. Ils forment un duo garantissant une ligne ardemment pro-israélienne, sans égard pour les Palestiniens, vus comme un peuple artificiel.



Mike Huckabee estime de longue date que l'*Occupation* n'existe pas. Seuls comptent les liens bibliques des juifs avec la «*Judée-Samarie*». Baptiste, républicain, sudiste, Mike Huckabee ne cesse depuis plus de 30 ans de se présenter comme le porte-voix du *fly-over country*, cette Amérique profonde que les ploutocrates démocrates et les progressistes qu'il dénonce ne font que survoler en se rendant d'une côte à l'autre des États-Unis.

*Philippe Besson*



Auguste Bebel

**La femme  
et le socialisme**

essai

---

## LE SOCIALISME VU PAR AUGUST BEBEL DANS SON OUVRAGE *LA FEMME ET LE SOCIALISME*

En travaillant sur une contribution pour l'ouvrage collectif « *La Libre Pensée et la Question sexuelle* », j'ai étudié l'ouvrage d'August Bebel<sup>1</sup> pour en faire une contribution au débat. J'en ai aussi extrait des passages qui ont une certaine valeur historique et politique. Certains aspects ont beaucoup vieilli, mais d'autres gardent, selon moi, une certaine actualité.

Nous vous les livrons sans commentaire, chacun en fera son miel ou pas. Les sous-titres sont de mon cru.

*Christian Eyschen*

### **Quand la Chine s'éveillera ?**

L'autre aspect tend à apporter la civilisation capitaliste moderne à des peuples se trouvant déjà à un stade assez élevé de civilisation, mais qui jusqu'à maintenant se sont opposés plus ou moins vivement à l'évolution moderne. Il en va ainsi des Hindous, des Japonais et surtout des Chinois. Il s'agit là de pays qui contiennent plus du tiers de la population du globe, mais (ainsi que les Japonais l'ont montré dans leur guerre contre la Russie) qui sont également capables, dès qu'on leur a donné l'exemple et la première impulsion, de développer chez eux l'économie capitaliste et en l'occurrence dans des conditions qui peuvent s'accompagner pour les peuples avancés de conséquences fatales.

Il est hors de doutes que les peuples en question possèdent une grande capacité productive mais aussi très peu de besoins (surtout à cause du climat) et une grande habileté pour s'adapter, lorsqu'ils y sont contraints, à une situation nouvelle. Avec eux a surgi pour le *Vieux-Monde*, y compris les États-Unis, un rival économique qui produira la preuve que le mode de production capitaliste est incapable de subsister.

En attendant, les diverses nations concurrentes – en premier lieu les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne – cherchent à se supplanter mutuellement et tous les moyens sont bons pour s'assurer la plus grande part possible de suprématie mondiale. La lutte pour la domination du marché mondial les amène à pratiquer une politique planétaire, à se mêler de tous les événements internationaux importants et, afin de pouvoir intervenir en ce domaine avec succès, à donner notamment à leur flotte de guerre une extension sans précédent, ce qui provoquera une fois de plus le risque de grandes catastrophes politiques.

C'est ainsi que l'extension du territoire de la lutte économique amène aussi l'extension des territoires où se déroule la lutte politique. Les contradictions s'aggravent à l'échelle internationale et provoquent dans tous les États capitalistes les mêmes phénomènes et les

mêmes conflits. Et ce n'est pas seulement la forme de la production, mais aussi la manière dont on répartit les produits qui font naître ces maux sans remède.

### Travailler moins pour gagner plus ?

Dans son ouvrage *Die Gesetze der sozialen Entwicklung*, Th. Hertzka a fait un calcul intéressant de l'économie de temps réalisée par une production organisée sur une base rationnelle. Il a calculé le nombre d'ouvriers et le temps nécessaire à la fabrication, par le moyen de la grande industrie, des produits destinés à couvrir les besoins de 22 millions d'habitants de l'Autriche. Dans ce but, Hertzka a rassemblé des renseignements sur la capacité de production des grandes entreprises dans les différentes branches et y conforma ses calculs. Il faut faire entrer en ligne de compte la culture des 10,5 millions d'hectares de terres arables et des 3 millions d'hectares de prairies qui doivent suffire à couvrir les biens de cette population en produits agricoles et en viande. En outre Hertzka fit entrer dans ses calculs la construction de maisons, de telle sorte que chaque famille obtienne son propre appartement de 150 m<sup>2</sup> avec cinq pièces, pour une durée d'occupation de 50 ans.

Il trouva ainsi que l'agriculture, le bâtiment, la production de farine et de sucre, l'industrie charbonnière, métallurgique et mécanique, l'habillement et les industries chimiques exigeaient 615 000 ouvriers, travaillant toute l'année avec la journée de travail actuelle. Mais ces 615 000 ne formaient « *que 12,3% de la population autrichienne apte au travail puisque toutes les femmes ainsi que les hommes de moins de 16 ans et de plus de 50 restent à l'écart de la production* ». Si les 5 millions d'hommes vivant en Autriche à l'époque de ces calculs étaient occupés à la production « *chacun d'entre eux n'aurait besoin de travailler que 36,9 jours, soit en gros 6 semaines* », pour satisfaire aux besoins vitaux de 22 millions d'habitants. Si nous prenons 300 jours de travail dans l'année au lieu de 37, en admettant que la journée actuelle de travail est de 11 heures, la nouvelle organisation du travail n'exigerait que « *1 heure 3/8 de travail quotidien pour couvrir les besoins les plus urgents* ».

Hertzka fait également entrer en ligne de compte les besoins de luxe des classes aisées et il trouve que leur satisfaction, toujours pour un chiffre de population de 22 millions, exigerait 315 000 nouveaux ouvriers. Au total, selon Hertzka, et compte tenu de quelques industries insuffisamment répandues en Autriche « *les besoins complets du pays* » exigeraient en gros 1 million d'ouvriers, soit 20 % de la population masculine apte au travail (et déduction faite des hommes de moins de 16 ans et de plus de 50), travaillant pendant 60 jours par an. Si nous tenons compte de nouveau de toute la population masculine apte au travail, celle-ci n'aurait à fournir en moyenne qu'un temps de travail quotidien de 2 heures 1/2.

Ces calculs ne surprendront que ceux qui ignorent la situation. Si nous admettons que ce travail de durée modérée pourrait être également accompli par les hommes de plus de 50 ans, à l'exception des malades et invalides, que les jeunes de moins de 16 ans pourraient avoir une activité, ainsi que la majorité des femmes, pour autant qu'elles ne seraient pas prises par l'éducation des enfants et la préparation des repas, la durée du travail pourrait être encore réduite ou les besoins augmentés considérablement. De même, personne ne contestera que des progrès très importants et dont on ne peut entrevoir la portée pourront encore être faits dans le perfectionnement du processus de travail et qu'ils procureront aux hommes de nouveaux avantages. D'autre part il s'agit de satisfaire pour tous une quantité de besoins qu'aujourd'hui seule une minorité peut satisfaire et, avec les progrès de la civilisation, il naît toujours de nouveaux besoins qu'il faut également satisfaire.

*Il faut le répéter sans cesse: la nouvelle société ne veut pas adopter le mode de vie des prolétaires, elle exige le niveau de vie d'un peuple hautement civilisé et pour tous ses membres, du premier jusqu'au dernier.* Mais elle ne doit pas seulement satisfaire tous ses besoins matériels, elle doit permettre aussi à tous d'avoir du temps pour se reposer et pour se perfectionner dans les sciences et les arts.

### **Socialisme et écologie**

Et au 79<sup>ème</sup> Congrès de la «*British Association*» à Winnipeg (Canada), Sir S. Thomson, le célèbre physicien anglais déclara dans son allocution inaugurale (en août 1909) «*Le jour n'est plus très éloigné où l'exploitation du rayonnement solaire révolutionnera notre existence; l'homme se libérera de sa servitude à l'égard du charbon et de l'énergie hydraulique et toutes les grandes villes seront entourées de puissants appareils, de véritables pièges à rayons solaires où la chaleur du soleil sera captée et où l'énergie ainsi recueillie sera entassée dans d'énormes réservoirs. C'est la force du soleil qui, accumulée dans le charbon, dans les chutes d'eau, dans la nourriture, effectue tout le travail dans le monde. On comprendra la puissance de cette force répandue sur nous par le soleil en considérant que la chaleur reçue par la terre par un chaud soleil et par temps clair équivaut selon les recherches de Langley à une énergie de 7 000 CV par acre. Bien que nos ingénieurs n'aient pas trouvé, pour le moment, le moyen d'exploiter cette gigantesque source d'énergie, je ne doute cependant pas qu'ils n'y parviennent un jour. Quand les réserves de houille de la terre seront épuisées, quand l'énergie hydraulique ne suffira plus à nos besoins, nous tirerons de cette source toute l'énergie qui est nécessaire pour accomplir le travail du monde entier. Alors les centres industriels seront transférés dans les déserts brûlants du Sahara et la valeur des terres se mesurera d'après la possibilité d'y établir de grands "pièges à rayons solaires".*»



Après cela les hommes n'auraient plus le souci de voir un jour le combustible leur faire défaut. Et comme l'invention de l'accumulateur a permis d'enchaîner de grandes quantités d'énergie et de les économiser pour un lieu et un moment donnés si bien qu'outre l'énergie fournie par le soleil et les marées celle du vent et des torrents, qu'on ne peut exploiter que périodiquement, peuvent être conservées et utilisées, il n'y aura en fin de compte aucune branche de l'activité humaine qui manquera de la force motrice dont elle pourra avoir besoin.

C'est seulement avec l'aide de l'électricité que l'exploitation de l'énergie hydraulique est devenue possible sur une large échelle. D'après T. Koehn, huit états européens disposent des forces hydrauliques ci-après :

Chevaux -Vapeur pour 1 000 habitants

Grande Bretagne	963 000	23,1
Allemagne	1 425 900	24,5
Suisse	1 500 000	138
Italie	5 500 000	150
France	5 857 000	169
Autriche-Hongrie	6 460 000	454,5
Suède	6 750 000	1290
Norvège	7 500 000	3409

Parmi les États allemands le duché de Bade et la Bavière disposent des plus grandes forces hydrauliques. À lui seul le Pays de Bade peut produire sur le Haut-Rhin environ 200 000 CV, la Bavière en dispose de 300 000 inutilisés, à côté de 100 000 utilisés. Le professeur Rehbock, de Karlsruhe, estime que l'énergie brute théorique de l'eau coulant à la surface du globe est de 8 milliards de CV. Même si la seizième partie seulement de cette force pouvait être employée utilement, on disposerait encore en permanence de 500 000 CV, quantité d'énergie plus de dix fois supérieure à celle qui a été tirée du charbon en 1907 (approximativement 1 000 millions de tonnes). Si de tels calculs restent d'abord théoriques, ils montrent cependant quelles ressources réserve encore, pour l'avenir, « *la houille blanche* ».

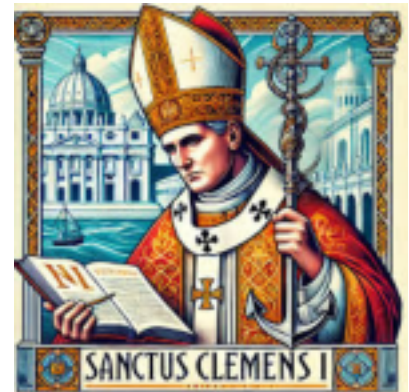
Les seules chutes du Niagara, en provenance d'une région de lacs d'une superficie de 231 880 km<sup>2</sup> (soit environ 43 % de la superficie de l'Allemagne – 540 000 km<sup>2</sup>), fourniraient plus d'énergie hydraulique que l'Angleterre, l'Allemagne et la Suisse réunies. Selon d'autres calculs, cités dans un rapport officiel, les États-Unis pourraient disposer d'une énergie hydraulique égale à 20 millions de CV, qui équivaldraient à 300 millions de tonnes de charbon par an. Les usines qui utiliseront la houille « *blanche* » ou « *verte* » de ces torrents ou de ces chutes d'eau n'auront ni cheminées ni feux.

## Nulle prédestination sociale

Ce que peuvent devenir les hommes dans des conditions de développement favorables, nous le voyons par l'exemple de Léonard de Vinci qui fut un excellent peintre, un sculpteur célèbre, un architecte et ingénieur apprécié, un très bon architecte militaire par surcroît, un musicien et un improvisateur. Benvenuto Cellini fut un orfèvre célèbre, un modelleur remarquable, un bon sculpteur, un ingénieur militaire apprécié, un excellent soldat et un habile musicien. Abraham Lincoln fut bûcheron, cultivateur, marinier, commis de magasin et avocat et finit comme Président des États-Unis. On peut dire sans exagération que la plupart des hommes ont un métier qui ne correspond pas à leurs aptitudes parce que ce n'est pas librement, mais sous la contrainte des circonstances qu'ils ont choisi leur carrière. Plus d'un mauvais professeur d'Université eut fait un excellent cordonnier et plus d'un excellent cordonnier également un excellent professeur.

## Ce que l'Église dit sur la propriété : fausse naïveté de Bebel ?

C'est ainsi que le pape Clément I<sup>er</sup> (mort en 102 de notre ère) a déclaré : *« L'usage de toutes choses sur cette terre doit être commun à tous. C'est une injustice que de dire : ceci est ma propriété, ceci m'appartient, cela est à un autre. C'est de là qu'est venue la discorde entre les hommes. »* L'évêque Ambroise de Milan qui vivait vers 374, disait : *« La nature donne tous les biens en commun à tous les hommes, car Dieu a créé toutes choses afin que la jouissance en soit commune à tous et afin que la terre devienne propriété commune. La nature a donc créé le droit à la communauté des biens et la propriété individuelle est donc une usurpation inique ».*



Saint-Jean Chrysostome (mort en 407) dit dans son homélie contre l'immoralité et la corruption de la population de Constantinople : *« Personne ne peut se prétendre propriétaire de quelque chose ; Dieu nous a donné tout en jouissance commune, le Mien et le Tien sont paroles mensongères ».* Saint-Augustin (mort en 430) s'exprimait en ces termes : *« Lorsque la propriété privée existe, existent aussi les procès, la discorde, la haine, les guerres, les émeutes, les péchés, les injustices, les meurtres. D'où viennent tous ces fléaux ? Uniquement de la propriété. Abstenons-nous donc, mes frères, de posséder quelque chose en propriété ou, tout au moins, abstenons-nous de l'aimer. »*

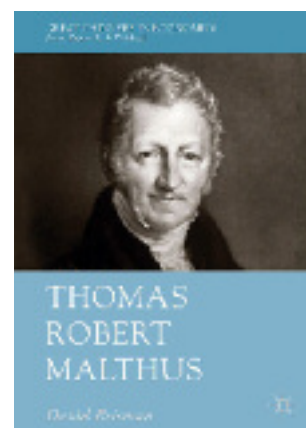
Le pape Grégoire-le-Grand dit vers 600 : *« Vous devez savoir que la terre, dont vous êtes issus et dont vous êtes pétris, est un bien commun à tous les hommes et que, par suite, tous les fruits du sol doivent appartenir indifféremment à tous ».* Bossuet, le célèbre évêque

de Meaux, mort en 1704, dit dans sa *Politique* tirée de l'*Écriture sainte* que sans les gouvernements la terre appartiendrait en commun à tous les hommes comme l'air et la lumière. D'après le droit naturel primitif personne, n'a un droit particulier à quoi que ce soit. Tout appartient à tous; c'est le gouvernement bourgeois qui fait naître la propriété.

La phrase finale devrait être formulée avec plus de précision: c'est parce que la propriété collective est devenue propriété privée que nous avons des gouvernements bourgeois pour protéger cette dernière. Et un moderne, Zacharia dit dans ses *Vierzig Bücher vom Staat*: «*Toutes les souffrances avec lesquelles les peuples civilisés sont aux prises peuvent être ramenées à une cause, la propriété individuelle du sol*». Tous ces auteurs ont reconnu plus ou moins la nature de la propriété privée qui, depuis qu'elle existe, comme Saint-Augustin le dit avec raison, engendre les procès, la discorde, la haine, les guerres, les émeutes, les injustices, les meurtres, fléaux qui disparaîtront avec elle.

### Malus pour Malthus

Dans son fameux, trop fameux ouvrage «*Essais sur le principe de la population*» que Karl Marx qualifie de «*plagiat d'une insignifiance scolaire et d'un cléricalisme déclamatoire tiré de Sir James Stewart, Townsend, Franklin, Wallace, etc.*» et qui «*ne contient pas une seule phrase de pensée personnelle*», Malthus émet l'opinion que l'Humanité tend à s'accroître selon une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 10, 32, etc.).



Cette peur de la surpopulation est très ancienne. Comme nous l'avons vu ici même elle existait déjà chez les Grecs et les Romains et avait reparu à la fin du Moyen Âge. Elle domina Platon et Aristote, les Romains et le petit-bourgeois du Moyen Âge et elle domina Voltaire qui publia un essai à ce sujet dans le premier quart du dix-huitième siècle. Voltaire fut imité par d'autres écrivains et finalement ce fut Malthus qui donna à ces craintes leur expression la plus frappante.

Toute exploitation de l'homme par l'homme repose sur la domination de classe. Le moyen principal de cette domination est la prise de possession des terres. Peu à peu la propriété commune se transforme en propriété privée. La masse est alors dénuée de tout et se voit contrainte de se mettre au service des possédants pour acquérir de quoi subvenir à sa nourriture.

Dans de telles circonstances, toute augmentation de la famille est ressentie comme une charge. C'est alors que surgit le spectre de la surpopulation qui répand la terreur dans la mesure où la terre est de plus en plus monopolisée par quelques-uns et où la productivité

diminue, soit qu'on ne cultive pas assez le sol, soit qu'on transforme les meilleures terres en pâturages à moutons, soit que les propriétaires se les réservent pour leurs plaisirs tels que la chasse, les soustrayant ainsi à la culture. Jamais Rome et l'Italie ne furent plus pauvres en ressources alimentaires que lorsque la terre se trouva aux mains d'environ trois mille latifundiaires. D'où le cri de terreur: «Les "latifundia" mènent Rome à sa perte!»



Dans de telles conditions le citoyen romain ou l'aristocrate appauvri préférait renoncer à se marier et à procréer, ce que ne purent empêcher toutes les primes qu'on attribuait à ceux qui se mariaient et avaient des enfants, afin d'empêcher la décroissance de la classe dominante.

On retrouve un phénomène semblable à la fin du Moyen Âge, après que, des siècles durant, la Noblesse et le Clergé eurent ravi leurs biens à de nombreux paysans et se furent emparés des terres communes par tous les moyens de la ruse et de la violence. Lorsqu'à la suite de tous les mauvais traitements subis les paysans se soulevèrent, mais furent battus et que le pillage de leurs biens par la noblesse reprit de plus belle, sur une plus vaste échelle encore, avec en plus le pillage des biens de l'Église par les Princes réformés, le nombre des brigands, des mendiants et des vagabonds augmenta dans des proportions inouïes.

C'est après la *Réforme* qu'il y en eut le plus. La population rurale expropriée se répandit à flots dans les villes. Mais, pour les raisons déjà indiquées, les conditions de vie y étaient de plus en plus mauvaises, et c'est pourquoi régnait partout la «surpopulation».

L'entrée en scène de Malthus coïncide avec cette période de l'industrie anglaise où, à la suite des inventions de Hargreaves, Arkwright et Watt, de profonds bouleversements affectèrent la mécanique et la technique, notamment dans les industries du coton et de la toile, ce qui enleva leur gagne-pain à des dizaines de milliers d'ouvriers. À cette époque la concentration de la propriété foncière et le développement de la grande industrie prirent en Angleterre des proportions considérables. Tandis que la richesse croissait rapidement d'un côté, la misère des masses grandissait de l'autre.

Dans une telle situation, les classes dominantes, qui ont toutes les raisons de considérer l'ordre existant comme le meilleur possible, devaient nécessairement chercher une

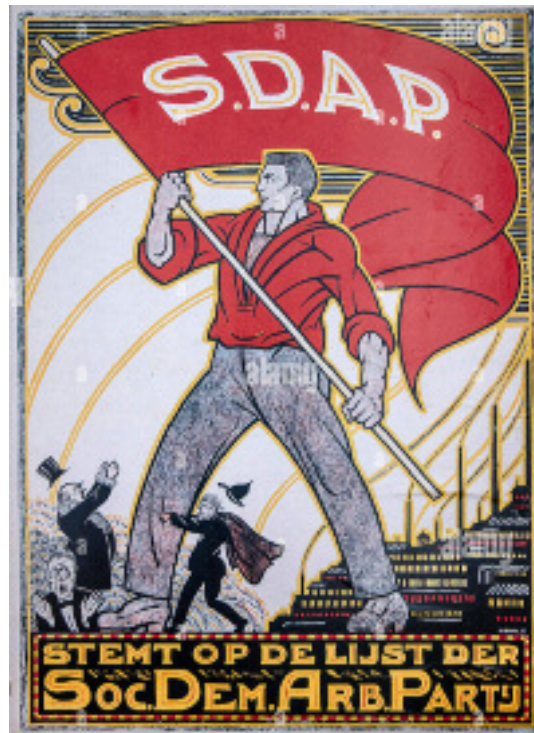
explication plausible, et qui les disculpât, à un phénomène aussi contradictoire que la paupérisation des masses au milieu de l'accroissement de la richesse et de la haute prospérité industrielle. Rien n'était plus commode que de rejeter la faute sur l'augmentation trop rapide des travailleurs par la procréation d'enfants et non sur le fait que leur surabondance était due au processus de la production capitaliste et à l'accumulation de la propriété foncière aux mains des *land-lords*.

C'est dans ces conditions que le « *plagiat d'une insignifiance scolaire et d'un cléricalisme déclamatoire* » publié par Malthus contenait une justification des maux existants qui exprimait les pensées et les désirs les plus secrets de la classe dominante. Ainsi s'explique l'immense approbation qu'il recueillit d'un côté et la violente hostilité qu'il rencontra de l'autre. Malthus avait, au bon moment, prononcé pour la bourgeoisie anglaise le mot qu'il fallait et c'est ainsi qu'il devint, bien que son ouvrage ne contînt pas « *une seule phrase de pensée personnelle* », un grand homme et une célébrité et que son nom demeura attaché à toute la doctrine.

Les circonstances qui fournirent à Malthus l'occasion de pousser son cri de détresse et de formuler ses théories brutales (car il les adressa aux classes laborieuses ajoutant ainsi l'outrage au mal qu'il faisait) ont empiré à mesure que s'écoulaient les décennies. Non seulement dans la patrie de Malthus, la Grande-Bretagne, mais dans tous les pays du monde soumis au mode de production capitaliste qui entraîne le pillage des terres et l'oppression des masses par l'industrie et le machinisme.

Comme on l'a démontré, ce système consiste à séparer le travailleur de son moyen de travail, qu'il s'agisse de la terre ou de l'outil, et à remettre ce moyen de travail aux mains des capitalistes. Le système crée sans cesse de nouvelles branches d'industrie, les développe et les concentre, mais il jette sans cesse à la rue de nouvelles masses humaines, il les met en « *surnombre* ». Il favorise de multiples façons, comme dans l'ancienne Rome, la propriété « *latifundiaire* » avec toutes ses conséquences.

*Dixit August Bebel*



Note :

<sup>1</sup> Ferdinand August Bebel, né à Deutz (près de Cologne) le 22 février 1840 et mort le 13 août 1913 dans un sanatorium près de Coire en Suisse, est un artisan allemand devenu homme politique socialiste et féministe.

Autodidacte, il est une figure majeure de la social-démocratie révolutionnaire, et le dirigeant du plus important parti d'Allemagne, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD).

Devenue veuve, la mère d'August Bebel retourne vivre dans sa famille à Wetzlar. August Bebel apprend le métier de tourneur. Après le Compagnonnage, il fonde une petite entreprise (un artisanat) de tournage à Leipzig. Il participe aux associations des compagnons et travaille pour l'éducation des ouvriers.

En 1866, avec Wilhelm Liebknecht, il fonde le Parti populaire saxon, puis en 1869 le Parti ouvrier social-démocrate (Allemagne) SDAP. Il adhère, comme Wilhelm Liebknecht, à l'Association internationale des travailleurs (AIT).

Le SDAP, marxiste, fusionne en 1875 avec l'Association générale des travailleurs allemands (ADAV), lassallien, pour former le SAP (Sozialistische Arbeiterpartei, Parti ouvrier socialiste) qui devint le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) en 1890.

Bebel est emprisonné plusieurs fois comme agitateur socialiste. Il utilise ce temps pour des études intensives, comme l'histoire des États islamiques. En 1884, il publie *Die mohammedanisch-arabische Kulturperiode*, un plaidoyer pour le dialogue des cultures.

Député au Reichstag, il est accusé de haute trahison pour avoir refusé de voter les crédits de guerre en 1870, et condamné à deux ans de prison.

Auteur de *La Femme et le Socialisme* (1879), où il argumente en faveur de l'égalité des sexes, il a une controverse avec l'Irlandais James Connolly à ce sujet. Cet ouvrage féministe de Bebel est traduit dans plusieurs langues et réédité à de très nombreuses reprises.

En 1893, il est élu député SPD de la ville de Strasbourg au Reichstag. Il la représentera jusqu'en 1898.

Après la mort de Wilhelm Liebknecht en 1900, il devient Président du SPD. Se déclarant révolutionnaire, il se situe au centre du parti, entre la gauche (Rosa Luxemburg) et les réformistes (Eduard Bernstein). Source : *Wikipédia*



---

## EN HOMMAGE À MARC BLONDEL

À l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition la Libre Pensée a publié un ouvrage lui rendant hommage en montrant les différentes facettes de ce pur joyau militant que fut Marc Blondel: Syndicaliste, Libre Penseur, militant anticolonialiste, Franc-Maçon au Grand Orient de France.

Marc Blondel était un militant ouvrier dans tous les sens du terme. L'important sera toujours ce que chacun fait entre le début et la fin de sa vie. Et à cette aune-là, l'action de Marc Blondel est immense. Militant syndical avant tout, militant syndical toujours. Il incarnait la cause ouvrière de tout son être.

Jusqu'à son dernier souffle, il s'est battu. Jusqu'au dernier moment, il écrivait encore et continuait toute son action inlassable pour laquelle il n'a jamais dévié: la défense des travailleurs. Fidèle en amitiés, loyal avec ses camarades, fraternel jusqu'au bout des ongles, il avait le cœur sur la main.

Que l'on partage ou non ses idées ou ses engagements, force est de constater qu'il y a un avant et un après Marc Blondel. Il a marqué de son empreinte le syndicalisme en général et en particulier celui de la CGT-Force ouvrière, dont il a su, avec ses camarades, préserver son indépendance et en faire un véritable outil revendicatif. Sa formule célèbre: «*Révolutionnaire dans ses aspirations, réformiste dans sa pratique*» a synthétisée toute l'œuvre du Mouvement syndical Force ouvrière.

Cette conscience de militant ouvrier et de son milieu d'appartenance, il la partageait avec d'autres. Notamment ses camarades, nos camarades, Pierre Lambert, Alexandre Hébert, Claude Jenet et tant d'autres. Ce sont les grands principes de la cause ouvrière, démocratique et laïque qui les amenèrent à converger ensemble:

- Il n'y a pas de démocratie possible, si le syndicalisme n'est pas libre ou s'il est dans les fers.
- Il n'y a pas de démocratie possible si la liberté d'association n'existe pas.
- Il n'y a pas de démocratie possible si la liberté absolue de conscience n'est pas garantie par la Séparation des Églises et de l'État.
- Il n'y a pas de démocratie possible si la dignité des travailleurs n'est pas assurée, notamment par la défense de la Sécurité sociale.

Un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi, Marc et tous ses camarades se retrouvèrent dans le combat pour l'indépendance du peuple algérien et contre la sale guerre d'Algérie. Ils étaient profondément internationalistes.

Les divers engagements de Marc Blondel: Syndicalisme, Bureau International du Travail, la lutte contre le colonialisme, pour l'Indépendance de l'Algérie, le Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, la Libre Pensée naturellement, sont évoqués largement à travers les 244 pages de l'ouvrage.

C'est un livre indispensable pour ceux qui veulent vraiment savoir en allant aux sources pour être fidèles à l'Émancipation humaine sous toutes ses formes.

*Christian Eyschen*



Pour commander cet ouvrage au prix de 10€: Chèque à l'ordre de Libre Pensée et à envoyer à:

Libre Pensée - 10/12, rue des Fossés-saint-Jacques - 75005 - Paris

**MARC BLONDEL,  
SYNDICALISTE, LIBRE PENSEUR, MILITANT ANTICOLONIALISTE,  
FRANC-MAÇON AU GRAND ORIENT DE FRANCE**

**Sommaire**

► Préface par Josiane Blondel

► Force Ouvrière :

- *Marc Blondel, le Syndicaliste* par Jean-Louis Destenay
- *Marc Blondel, une parole libre et militante à l'Organisation Internationale du Travail* par Bernard Gernigon
- *Union départementale FO de Paris: 1998 - 2021: Une formidable construction!* par Gabriel Gaudy

► Témoignages :

- *Marc Blondel, Conférence en l'honneur du centenaire de la Charte d'Amiens à Aurillac* par Jean-Vincent Boudou
- *Josiane Blondel à Corinne Grandazzi à l'occasion du décès de François Grandazzi*

► Libre Pensée :

- *Groupe Marianne* par Patrice Sifflet
- *Marc Blondel et la Libre Pensée* par Christian Eyschen
- *Discours en hommage lors de ses obsèques au Père Lachaise* par Christian Eyschen
- *Les Fusillés pour l'exemple, Hommage à Marc Blondel* par Nicole Aurigny
- *Marc Blondel et l'IRELP* par Jean-Marc Schiappa
- *Marc Blondel et l'action internationale de la Libre Pensée* par Christian Eyschen
- *Lettre au Point*
- *Laïcité et Code du Travail* par Marc Blondel



► Témoignages :

- *La Courtine et Gentioux, Hommage à Marc Blondel* par Régis Paraire
- *Avec Marc Blondel, de Bruxelles à Oslo...* par Philippe Besson
- *Hommage à un leader charismatique* par Babu Gogineni, Porte-parole de l'AILP et ancien Directeur Exécutif de l'IHEU
- *Marc Blondel, Président de la Libre Pensée* par Jean-Sébastien Pierre
- *Un syndicaliste pacifiste* par Pierre Roy

► Le Militant anticolonialiste:

- *Marc Blondel et la guerre d'Algérie* par Jean-Marc Schiappa
- *Marc Blondel, l'Algérie et l'Union Départementale FO de Paris* par Gabriel Gaudy
- *Les Amis syndicalistes de la Histadrout* par Alexandre Hébert

► Témoignage:

- « Le » *Marc Blondel* par Pierre Galand

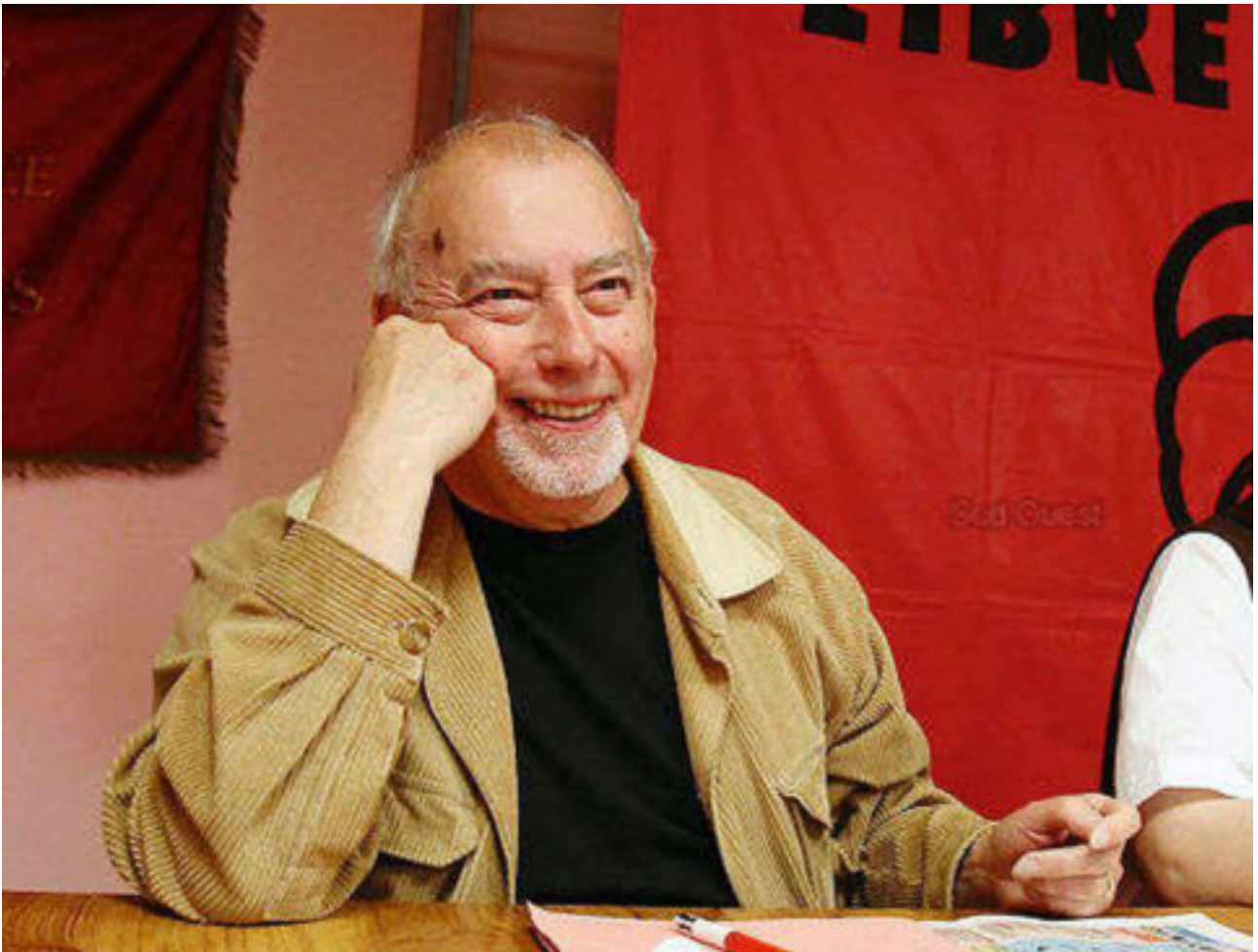


► Grand Orient de France:

- *Un Enfant de la Lumière dans les bras de la Veuve* par Dominique Goussot
- *Rencontres avec les Grands Maîtres du GODF* par Christian Eyschen

► Témoignage:

- *Marc Blondel, Souvenirs d'une belle amitié* par



H I S T O I R E

# Le pilori au Moyen Âge dans l'espace français

xiii<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècle

Isabelle d'Artagnan

Préface de Jean-Marie Moeglin



---

## Le pilori au Moyen Âge dans l'espace français (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle) par Isabelle d'Artagnan

On sait que le pilori n'était pas quelque chose de réjouissant pour ceux qui devaient le subir, « être cloué au pilori » a un petit goût de vengeance. Cet ouvrage a l'immense avantage d'expliquer les choses, en les remettant dans leur contexte et d'en dégager les différentes significations. Cet usage, un peu barbare, s'inscrit dans les rituels de vengeance qui « loin d'être une violence débridée... sont des échanges d'exactions codifiées visant à faire reconnaître ses droits et à restaurer l'équilibre social tel que les parties se le représentent » (Isabelle d'Artagnan dans son *Introduction* de l'ouvrage).

Il y a un aspect profondément « social et économique » dans l'érection et l'usage du pilori qui s'installe d'abord sur les marchés, il est là posé comme un facteur de régularisation économique pour dire « attention à ceux qui fraudent, mentent et truquent » à propos de leurs marchandises, ils seront voués publiquement à la vindicte populaire. Le pilori sert le marché, puis le marché va servir le pilori tant son usage est efficace. Ce sera si puissant que le pilori deviendra le symbole de la Justice et surtout du pouvoir de ceux qui la rendent.

L'auteure note aussi qu'il y aura un certain rapprochement dans l'espace (même endroit) et dans le temps entre les Rituels du Pilori (humiliation) et ceux de décapitation, de gibet ou de bûcher dans une sorte de complément dans la gradation des peines. Est aussi étudiée dans l'ouvrage, « l'adhésion populaire » à ces pratiques théorisée par Gramsci : « le pouvoir se maintient tout autant par sa capacité à contraindre les corps qu'à générer des représentations positives auxquelles les individus peuvent adhérer ». En quelque sorte, la « Servitude volontaire » de La Boétie.

Le pilori deviendra un véritable enjeu de pouvoir entre les Trois Ordres (Royal, Ecclésial, Municipal), sa place délimitera aussi les territoires (juridictions) des uns et des autres. Il s'installera une véritable « *trialité* » de pouvoirs et la lutte sera rude au fil du temps pour départager quel pouvoir aura le droit de l'utiliser, car il ne devait appartenir qu'à la puissance « la plus prestigieuse ». Il s'implante d'abord dans le Nord du Royaume pour s'étendre ensuite partout, franchissant les fleuves et les montagnes. L'auteur démontre cela très bien, avec pertinence et documents à l'appui. C'est un véritable champ de compréhension qui s'ouvre au lecteur. Cette théorisation des *Rituels de vengeance* par le pilori sera, en quelque sorte, portée au pinacle par « Saint-Louis » (Louis IX) pour en faire un instrument de la domination royale par une définition de la « Justice » à appliquer comme un accomplissement du Pouvoir de « *droit divin* ».

Il va prendre aussi de l'importance dans l'espace pour devenir un véritable monument, décoré à souhait comme une sorte de BD explicative dans un temps où peu savait lire et écrire. On retrouvera cette démarche dans les églises où les vitraux, les fresques et les

sculptures avaient cette fonction de faire comprendre au peuple le message de l'Église. Le «*justiciable*» est contraint aussi, par un rituel particulier, à démontrer son forfait en brandissant un objet, artefact, qui symbolisait sa forfaiture.

Pour autant, il n'avait pas fonction de tuer, même si cela pouvait arriver, mais de punir par l'humiliation publique. L'auteure nous amène aussi logiquement à réfléchir sur la tonte des femmes ayant pratiqué «*la Collaboration horizontale*» de la *Libération* en 1944-1945, en rappelant par exemple qu'au Moyen Âge les prostituées et les femmes de «*mauvaise vie*» voyaient leurs cheveux brûlés, ce qui était prohibé pour les «*hommes de mauvaise vie*». En plus de l'oppression économique et sociale, s'ajoutait l'oppression sexuelle et la domination patriarcale. La barbarie vient de loin.

En fin d'ouvrage, Isabelle d'Artagnan publie un certain nombre d'éléments statistiques très intéressants d'où il ressort que :

- Les femmes «*pilorisées*» sont de l'ordre de 15% de ceux qui subissent cette peine en globalité, ce qui est aussi le taux moyen des délits recensés pour elles en général.
- Pour la catégorie des gens de métier (travailleurs), le délit en tête est celui de «*Blasphème*», étant clair que ceci s'applique autant en matière religieuse qu'aux critiques du pouvoir royal et à l'aristocratie.
- Alors que les Officiers royaux sont les deuxièmes dans la catégorie des délits, les premiers sont largement les Clercs (2 fois et demie plus), la Noblesse étant bonne dernière.
- Les membres du Clergé sont poursuivis en priorité pour des sacrilèges, suivis de peu par des homicides.
- Les gens de Justice commettent principalement des «*Faux en justice*», loin devant tous les autres délits.

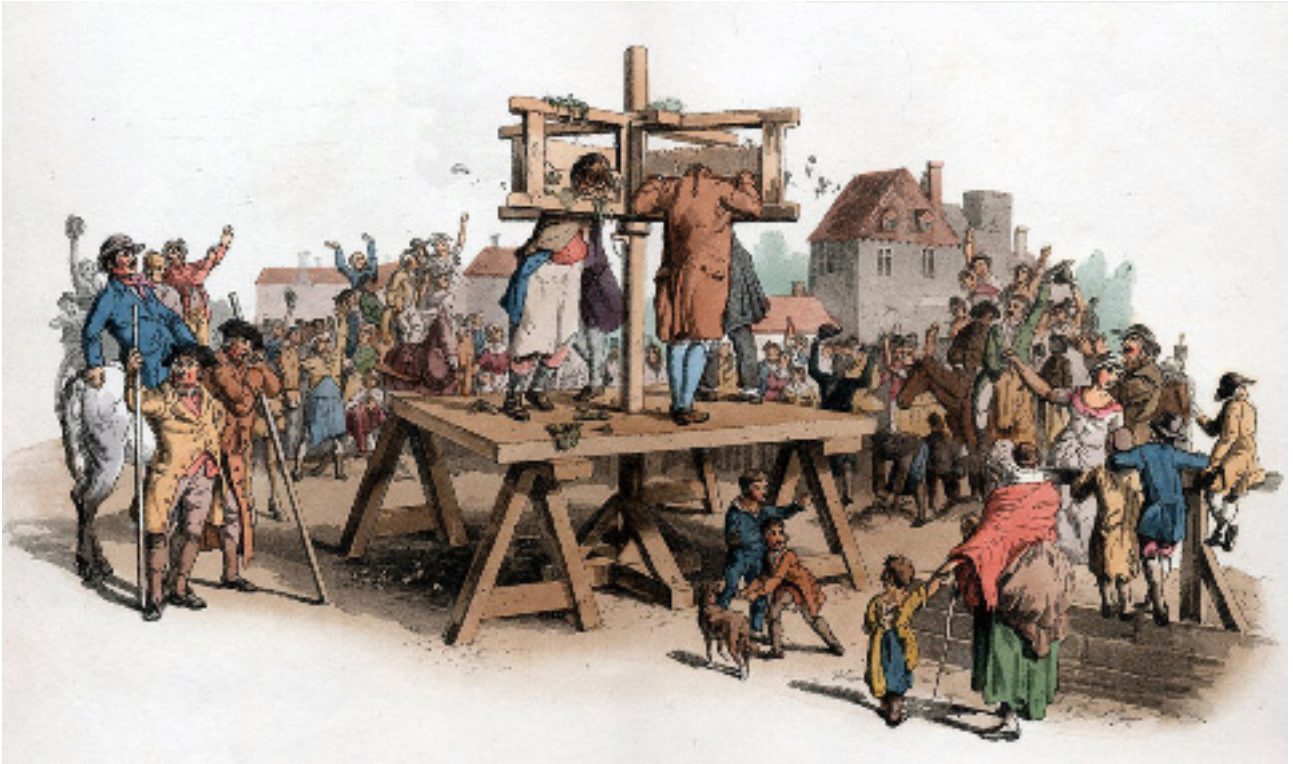


«*Il en ressort au moins que les nobles bénéficient en temps normal d'une immunité à la peine d'exposition, qui se présente sous la forme d'une commutation systématique en amende honorable*». Il n'y a rien de nouveau sous le soleil avait dit l'*Ecclésiaste*, ce sont toujours les «*gueux, les misérables et les marginaux*» qui sont désignés comme responsables des problèmes du désordre. Ainsi parlait l'Évêque de Reims en 1327 en dédouanant à priori «*les bonnes gens*». C'était beau comme du Macron/Darmanin.

L'usage du pilori finira par tomber en désuétude et la Révolution enfoncera le dernier clou de son cercueil.

Je conseille vraiment aux lecteurs de se procurer cet ouvrage et surtout de le lire pour apprendre plein de choses qui font réfléchir. C'est un sujet très neuf qui intéressera indubitablement les Libres Penseurs férus d'Histoire et de Justice sociale et économique.

*Christian Eyschen*



*Le pilori au Moyen Âge dans l'espace français (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)* par Isabelle d'Artagnan – Éditions PUR – 339 pages – 25 €

François Bazin

# LE PARRAIN ROUGE

Pierre Lambert, les vies secrètes  
d'un révolutionnaire



PLON

---

## LE PARRAIN ROUGE, PIERRE LAMBERT, LES VIES SECRÈTES D'UN RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANÇOIS BAZIN

Nous publions une recension de cet ouvrage dans ce *Cahier* de l'Observatoire social de la Libre Pensée, car Pierre Lambert fut un authentique syndicaliste (mais pas que) et que, d'autre part, il fut un ami, un camarade, un mentor pour nombre d'entre nous.

Je considère que, dans le flot d'immondices qui ont été versées depuis des années contre Pierre Lambert et contre le « *Lambertisme* », cet ouvrage ne s'inscrit nullement dans ce genre de littérature nauséabonde de poubelle en tous genres. Indiquons que la plupart des éboueurs à plumes ou à souris d'ordinateur sont très souvent des 3<sup>èmes</sup> couteaux qui ont toujours privilégié l'*Avoir* à l'*Être*.

Ils auraient bien voulu « *Être* », mais leur profonde médiocrité fut leur principal ennemi. Leurs ambitions furent très souvent inversement proportionnelles à leurs talents et capacités. Alexandre Hébert, notre ami, camarade et Frère est souvent cité dans cet ouvrage du fait de sa proximité dans le combat de classe avec son ami et camarade de toujours Pierre Lambert. Il avait cette excellente formule qui disait tout : *il y a des gens qui pensent qu'ils sont quelqu'un, parce qu'ils sont quelque chose*. Et comme la plupart ne furent pas grand-chose, cela vous donne une idée de ce qu'ils furent. L'aigreur, la rancune et les ambitions ratées n'ont jamais remplacé le talent et les moyens.

Cet ouvrage de François Bazin est aux antipodes de ces engeances. Il est l'œuvre d'un journaliste honnête qui analyse et commente la vie politique de ce pays depuis fort longtemps et il a la plume libre. Ce n'est pas un militant, un militant ouvrier, un militant trotskyste, un militant trotskyste-lambertiste (cette graduation est importante pour comprendre de quoi on parle), son travail ne peut donc être hagiographique, ce qui n'aurait eu aucune utilité en soi et pour soi. Il s'inscrit dans une autre démarche : aller aux sources et tenter d'analyser.

Je connais depuis assez longtemps François Bazin pour avoir partagé avec lui des plaisirs de table de la cuisine bourguignonne et quand il m'a proposé de partager à nouveau un repas dans l'excellent restaurant italien à côté du siège de la Libre Pensée pour discuter de son ouvrage en préparation, j'ai naturellement accepté et je m'y suis rendu avec plaisir, accompagné de mes amis et camarades Philippe Besson et Dominique Goussot.

Comme aucun d'entre nous n'était un perdreau de l'année, et sachant ce que peuvent donner parfois ce genre d'entrevue, mais ayant une grande confiance envers l'auteur, nous nous étions fixé une ligne : on ne cache rien, on ne dévoile aucun secret, on ne balance personne, sauf les cons (il n'en manque pas, nous ne craignons donc nullement de manquer

de sujets de conversation). Et nous n'avons pas eu besoin d'avoir un casque lourd, un gilet pare-balles et des rétroviseurs pour que ces agapes fussent chaleureuses, intéressantes et constructives.

Quand on voit la liste des remerciements à la fin de l'ouvrage, on voit clairement que l'auteur n'a pas ménagé sa peine pour savoir et comprendre. D'emblée, il nous a indiqué que son livre s'arrêterait à 2008, au décès de Pierre Bousset-Lambert et que la suite ne l'intéressait pas dans cette optique. Nous étions pleinement rassurés si tant est que nous aurions eu des craintes, ce qui n'était pas le cas. Ce n'était pas une nouvelle opération d'intoxication pour des fins inavouables, mais toujours intéressées comme il se doit.

La conversation s'inscrit pleinement dans ce que note la présentation de l'ouvrage par les Éditions Plon: « *La vie de Lambert est un miroir dans lequel se reflètent tous les événements d'un XX<sup>e</sup> siècle plein de bruit et de fureur : les totalitarismes, la décolonisation, le dérèglement progressif des démocraties libérales et la montée des religions identitaires.* »

Comme il se doit aussi en France, où le plaisir de la table n'est nullement une litote, nous avons émaillé tout cela de quelques anecdotes (il nous en fut aussi contées) sur le Portugal, le repas au Pouilly-Reuilly au Pré Saint-Gervais avec deux éminences du Parti Socialiste et bien sûr la venue de Pierre Lambert au Grand Orient de France invité par ma Loge qui est aussi celle de Dominique Goussot, la Respectable Loge *l'Homme libre* et tout ce qui allait avec. Comme nous allions en arriver au désert, il fut normal que l'on traite du croustillant.

En retour, François Bazin nous en apprit aussi pas mal, comme sur la Chambre Syndicale des Employés et cadres de la Sécurité sociale et d'Allocations familiales de la Région parisienne, mon Syndicat dont je fus si fier du passé. J'ai indiqué dans notre ouvrage collectif « *La Libre Pensée dans la Résistance* », que c'est l'ancêtre de mon syndicat qui imprima et distribua le *Manifeste des 12* du 15 novembre 1940, six jours après la dissolution des Confédérations syndicales, première marque de la Résistance organisée, notamment syndicaliste.

Il est évident qu'il y a des choses écrites dans l'ouvrage qui pourront faire l'objet de discussions, voire de controverses, notamment parce que tout le monde n'a pas toujours les mêmes souvenirs des faits. Il ne faut surtout pas s'arrêter au titre du « *Parrain rouge* », qui n'est là que pour faire vendre, ce qui est la loi du genre, personne n'écrit pour ne pas être lu et ses ouvrages non vendus. Le livre est bon, honnête, loyal, très bien écrit, à la lecture agréable et conforme aux faits dans leur ensemble. Il est dit souvent que dans les écoles de journalisme (les bonnes), on apprend à distinguer le fait du commentaire, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui dans les médias.

L'exemple classique donné est celui-ci: le 27 décembre 1979, *l'Armée rouge soviétique est entrée en Afghanistan*, cela est le fait. Le commentaire peut être au choix: la glorieuse Armée rouge a volé, à sa demande, au secours du peuple afghan opprimé par l'Impérialisme, ou alors : les barbares rouges ont envahi un pays libre et démocratique pour l'opprimer.



L'auteur, à la lumière de ses connaissances, donne son analyse des faits, on est donc dans le cadre du commentaire, discutable en soi. C'est l'exercice normal et salubre du journalisme et il faut le respecter. Force est aussi de constater que l'auteur tord le cou à bien des vilénies répétées à satiété contre l'honneur de Pierre Lambert, car quand on n'a pas d'arguments valables à opposer et que l'on veut salir à tout prix, on utilise la méthode des 3 L: on loue, on lâche, on lynche.

Et au nom de tous les véritables camarades fidèles et loyaux de Pierre Lambert et des organisations auxquelles il a appartenu, il faut en remercier chaleureusement François Bazin. Le reste est du domaine de la discussion normale.

C'est donc un ouvrage salubre que je vous recommande de lire pour vous forger librement un point de vue. C'est volontairement que je n'ai pas traité tel ou tel sujets indiqués dans le livre, où je fus participant ou observateur, chacun doit découvrir les choses à sa façon. Je rappelle souvent cet aphorisme de Marcel Proust dans «*À la recherche du Temps perdu*»: le véritable voyage n'est pas d'aller vers d'autres cieux, mais de regarder avec d'autres yeux. Bonne lecture.

*Christian Eyschen*

## BON DE COMMANDE

La Fédération nationale de la Libre Pensée va éditer prochainement un nouveau numéro dans sa Collection *Arguments*

### À l'extrême-gauche du Père... Cléricalisme vs Socialisme

Vous trouverez ci-dessous le sommaire. Son prix devrait être aux alentours de 5€ avec 3€ de frais de port environ. Si ce numéro vous intéresse, pourriez-vous le pré-commander en remplissant ce Bon de commande et l'envoyer à la Librairie de la Libre Pensée : [librairie@fnlp.fr](mailto:librairie@fnlp.fr)

#### Sommaire

*Avant-Propos* par Christian Eyschen

- 1 Préface: *À l'extrême-gauche du Père...* par Philippe Besson
- 2 *Le cléricalisme, la classe ouvrière et le socialisme - 1958* – André Lorulot répond à Ernest Mandel
- 3 *De La Gauche aux Églises...* par Philippe Besson
- 4 *L'Église et la Grève générale belge de 1960-1961* par Philippe Besson
- 5 *Sur l'Écosocialisme, un avatar de la Doctrine Sociale des Églises* par Jean-Sébastien Pierre
- 6 *Le pasteur Lavignotte* par Jean-Marc Schiappa
- 7 *Michael Lowy et la théologie de la Libération* par Jean-Marc Schiappa
- 8 *Saint Porto Alegre ? Forums sociaux et « budget participatif »* par José Arias
- 9 *Portugal, 1975, retour sur le séquestre du journal República* par Philippe Besson et Christian Eyschen
- 10 *« Paix intérieure et paix sociale », de François Ruffin et Mgr Leborgne* par Nicole Aurigny
- 11 *À propos du livre « Le prophète et le prolétariat » de Chris Harman (1994) – « Islam, politique et lutte de classes »* par Christian Eyschen

---

Nom : ..... Prénom : .....

Fédération de la Libre Pensée : .....


Je souhaite pré-commander (sans verser d'arrhes) : ..... numéros

Adresse : .....

.....

Nous vous informerons du prix exact à la sortie d'*Arguments* et les frais de port.

Un prix plus réduit sera consenti en cas de commande de plusieurs exemplaires.



**LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE  
social sont sous la responsabilité  
de la Fédération nationale de la Libre Pensée**

**Les propos tenus le sont sous la seule  
responsabilité de leurs auteurs**

**Directeur de la publication : *Jean-Sébastien Pierre***

**Rédacteur en chef : *Christian Eyschen***

**Maquette : *Philippe Floris***